



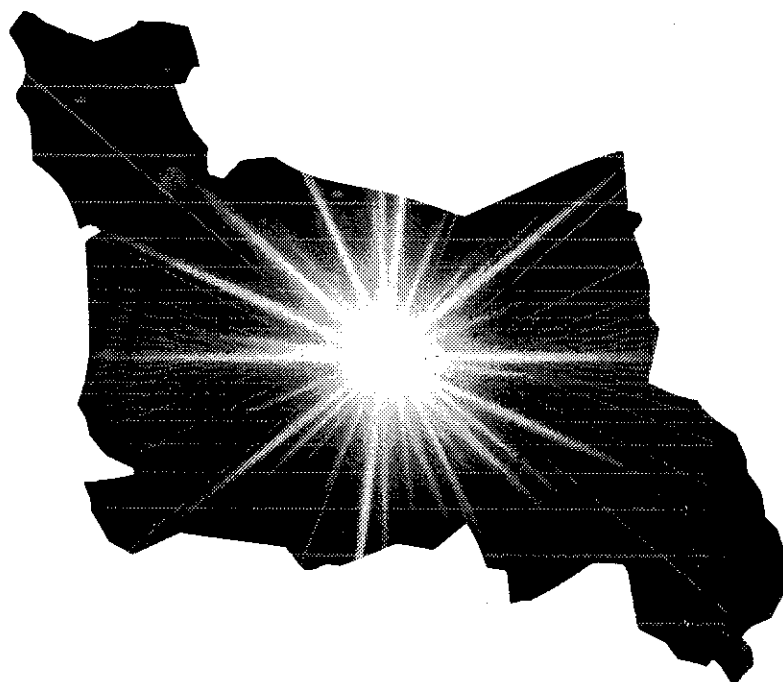
BASSE - NORMANDIE

RAPPORT

Conseil Economique et Social Régional



LES INVESTISSEMENTS DES COLLECTIVITES LOCALES EN BASSE-NORMANDIE



Rapporteur : M. M. CAUMONT

11 Mars 1992

Le Conseil Economique et Social Régional remercie chaleureusement M. Souleyman KANOUTE, étudiant en IIIème cycle de l'Université de Caen, pour le remarquable travail de recherche, de compilation et d'analyse qu'il a effectué pour le compte du Conseil Economique et Social Régional dans le cadre d'une convention Université de Caen - Conseil Régional - Conseil Economique et Social Régional.

Il remercie également les services de la Trésorerie Générale et en particulier Mme MUSSILIER et M. LEON, pour l'aide essentielle qu'ils ont fournie au C.E.S.R. dans la recherche des documents utiles à la réalisation de l'étude.

AVANT-PROPOS

Le rôle joué par les collectivités territoriales, ces dernières années, en matière de développement économique est devenu de plus en plus incontestable. A cet égard, les lois décentralisatrices intervenues depuis 1982 ont élargi les compétences des dites collectivités et, notamment, permis à ces dernières de se doter de moyens importants en matière d'investissement.

Seule, une analyse approfondie et évolutive des investissements opérés par les collectivités territoriales pouvait étayer cet a priori. D'où l'intérêt de cette étude sur "les investissements des collectivités territoriales".

Dans cet ordre d'idée, le parti a été pris de travailler sur les comptes administratifs, considérant qu'eux seuls retracent les opérations effectivement réalisées aux cours de chaque exercice; En effet, aux budgets primitif et supplémentaires sont inscrits des investissements qui ne seront parfois pas réalisés dans la totalité de leur montant au cours de l'exercice. Or, le compte administratif retrace l'exécution faite du budget par l'ordonnateur. Ce rapport repose sur les sources d'information suivantes :

1 - TRESORERIE GENERALE de REGION BASSE-NORMANDIE et du DEPARTEMENT du CALVADOS

- a - brochure annuelle sur les investissements en Basse-Normandie publiée par le D.E.E.F. de la T.G.R. ;
- b - synthèse nationale annuelle de la comptabilité publique ;
- c - guide budgétaire communal, départemental et régional de la D.G.C.L..

2 - DIRECTION GENERALE des COLLECTIVITES LOCALES

- a - les collectivités locales en chiffres, édition 1991. La documentation française ;
- b - les finances régionales.

Le présent rapport, composé de cinq parties synthétiques, analyse les investissements des collectivités territoriales et étudie leur évolution en Basse-Normandie par rapport à celle constatée en France.

- I - Les INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES par RAPPORT à ceux de l'ETAT
- II - Les INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES
- III - Les INVESTISSEMENTS par TYPE de COLLECTIVITES LOCALES
- IV - La SITUATION en BASSE-NORMANDIE
- V - La NATURE des INVESTISSEMENTS LOCAUX (1987-1989) (BASSE-NORMANDIE)

TABLEAUX et ANNEXES

INTRODUCTION

Le vote de la Loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales accroît l'autonomie de celles-ci. Cette Loi a eu une incidence importante sur le volume de leurs opérations financières, notamment en ce qui concerne les régions qui accéderont en 1986 au statut de collectivités territoriales.

La croissance des dépenses (fonctionnement et investissement) des collectivités locales est spectaculaire puisque d'un montant de 370 milliards de francs en 1982, elles atteignent 743,1 milliards de francs en 1990 (Cf. ANNEXES N° 1), c'est-à-dire le double en 8 ans. Cette progression n'est pas régulière mais elle est toujours supérieure à 6 % par an, comme le montrent les TABLEAUX et GRAPHIQUE suivants :

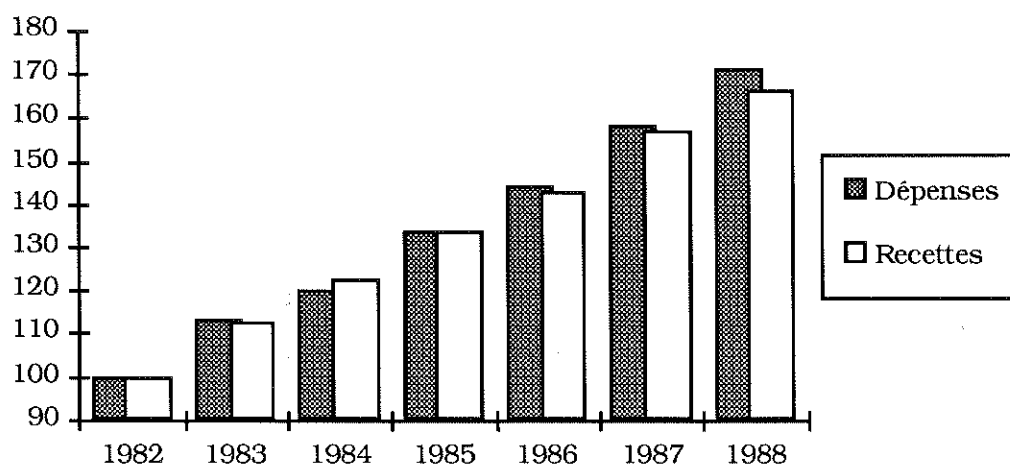
	1983-1982	1984-1983	1985-1984	1986-1985	1987-1986	1988-1987
Dépenses	+ 13,5 %	+ 6,1 %	+ 11,2 %	+ 7,8 %	+ 9,7 %	+ 8,5 %
Recettes	+ 12,7 %	+ 8,6 %	+ 9,1 %	+ 7,0 %	+ 10,0 %	+ 5,9 %

TABLEAU N° 1 - VARIATION des FINANCES de l'ENSEMBLE des COLLECTIVITES LOCALES (d'après ANNEXE N° 1)

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Dépenses	100	113,4	120,3	133,8	144,2	158,2	171,7
Recettes	100	112,7	122,4	133,5	142,9	157,2	166,5

Base 100

TABLEAU N° 2 - EVOLUTION des FINANCES des COLLECTIVITES LOCALES (BASE 100 en 1982) (d'après ANNEXE N° 1)



GRAPHIQUE N° 1 - EVOLUTION INDICIAIRE des FINANCES des COLLECTIVITES LOCALES (BASE 100 en 1982) (d'après ANNEXE N° 1)

Cette évolution s'explique par le développement des interventions et des moyens propres des collectivités locales d'une part et, d'autre part, par les nouvelles compétences qui leurs sont dévolues avec les compensations financières correspondantes. En effet, ces dernières années, les collectivités locales ont bénéficié de recettes dynamiques et ont subi des contraintes financières moins fortes que l'Etat.

Notre étude sera axée sur les opérations d'investissement des collectivités territoriales. La section d'investissement retrace les opérations de recettes et de dépenses qui accroissent ou diminuent la valeur du patrimoine.

Elle comprend :

1 - En recettes :

- l'autofinancement brut (ou épargne brute) qui est un prélèvement sur la section de fonctionnement pour financer l'investissement ;
- les subventions, participations de l'Etat ou autres collectivités locales ;
- les emprunts contractés auprès du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations ou auprès des diverses autres institutions financières.

2 - En dépenses :

- les opérations directes d'investissement (acquisitions mobilières et immobilières, travaux neufs, grosses réparations) ;
- les opérations indirectes d'investissement (remboursements de la dette en capital, subventions versées).

/...

I - Les INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES par RAPPORT à ceux de l'ETAT

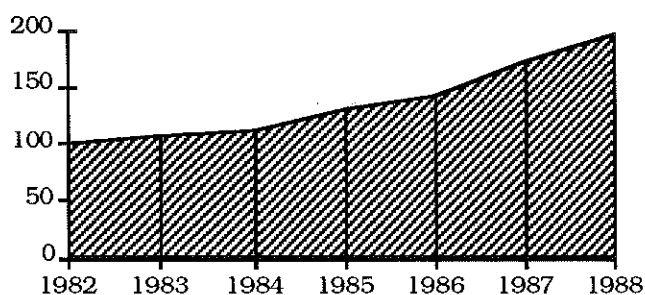
En 1982 puis en 1984, le volume des investissements des collectivités locales et de l'Etat étaient au même niveau : 129 milliards pour les dépenses des collectivités locales et 127,4 milliards pour les dépenses en capital de l'Etat en 1982 et respectivement 145 milliards et 148 milliards en 1984.

A partir de 1985, les dépenses d'investissements locaux croissent à un rythme élevé puisqu'elles passent de 168,8 milliards de francs en 1985 à 314,8 milliards de francs en 1990, soit près du double en 5 ans, alors que les dépenses en capital de l'Etat baissent entre 1986 (170 milliards de francs) et 1988 (164,2 milliards de francs, dernière année connue).

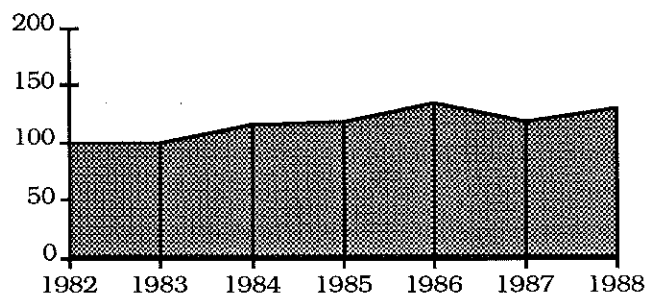
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Collectivités locales	129,1	139,3	145,4	168,8	185,9	222,8	253,5
Etat	127,4	125,1	148,0	151,0	170,0	149,4	164,2

TABLEAU N° 3 - COMPARAISON des INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES et des DEPENSES en CAPITAL de l'ETAT (d'après ANNEXE N° 1)

L'augmentation des investissements en France est donc depuis 1982 le fait des collectivités locales en France, l'Etat se désengageant de plus en plus au profit de celles-ci, grâce aux transferts de compétences accompagnés de compensations financières. Cependant, ce désengagement n'entraîne pas la chute des investissements de l'Etat puisque l'on constate globalement le maintien de leur volume.



GRAPHIQUE N° 2a - COLLECTIVITES LOCALES

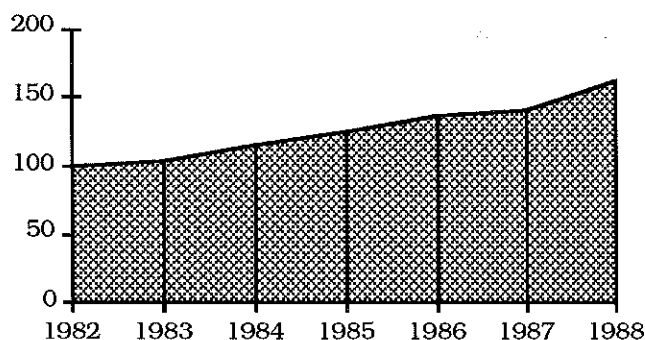


GRAPHIQUE N° 2b - ETAT

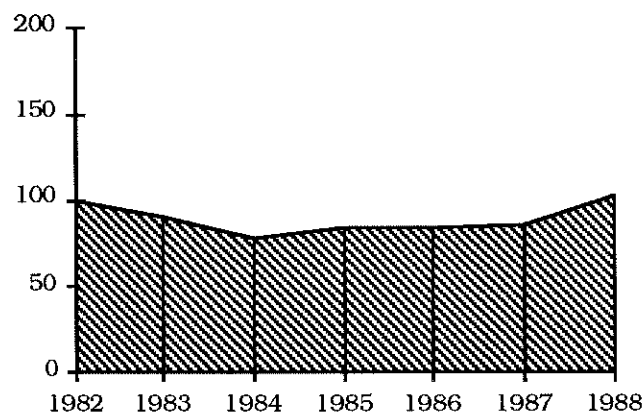
EVOLUTION INDICIAIRE des INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES et des DEPENSES en CAPITAL de l'ETAT (d'après ANNEXE N° 1)

/...

En Basse-Normandie, la progression des investissements des collectivités locales est bien régulière mais est moins forte que celle des investissements de l'ensemble des collectivités locales en France. De plus, alors que les investissements de l'Etat connaissent, en France, une légère progression, en Basse-Normandie on assiste à une baisse régulière. Un renversement de tendance est cependant constaté à partir de 1987 (Cf. ANNEXE N° 2).



**GRAPHIQUE N° 2c - COLLECTIVITES
LOCALES de BASSE-NORMANDIE**



**GRAPHIQUE N° 2d - ETAT en BASSE-
NORMANDIE**

**EVOLUTION INDICIAIRE des INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES BAS-NORMANDES
et des DEPENSES en CAPITAL de l'ETAT en BASSE-NORMANDIE**

II - Les INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES

De 1982 à 1988, les collectivités locales consentent un effort toujours sensible en matière d'investissement : les dépenses d'investissement sont passées de 129 milliards à 253 milliards en 1988, soit une croissance moyenne annuelle de 12 %.

Les communes sont les principaux investisseurs. Toutefois, leur part relative aux investissements des collectivités territoriales tend à la baisse.

Comme le montre le TABLEAU N° 4, la part des investissements communaux est passée de 50,8 % en 1982 à 47,0 % en 1988;

Dans le même temps, le poids des départements s'est accru de 3 points (de 17,2 % à 21,3 %) tout comme celui des régions (de 5,1 % à 8,1 %). En valeur relative, la plus forte progression est à mettre à l'actif des régions qui ont connu une croissance de leurs investissements de + 300 % devant les départements (+ 241 %) et les communes (+ 181,3 %) entre 1982 et 1988.

/...

	1983			1986			1988			
	Mds de F	1983-1982 %	base 100 1982	Mds de F	1986-1985 %	base 100 1982	Mds de F	1988-1987 %	base 100 1982	base 100 1986
Collectivités locales	139,3	+ 7,8	107,9	185,9	+ 10,1	143,9	253,5	+ 13,7	196,3	136,3
Communes	69,5	+ 5,7	105,6	88,4	+ 9,2	134,4	119,3	+ 10,9	181,3	134,9
Départements	24,7	+ 10,7	110,7	37,9	+ 19,9	169,5	54,1	+ 16,1	241,9	142,6
Régions	8,1	+ 20,7	120,7	13,2	+ 18,9	194,5	20,6	+ 28,5	303,8	156,1
Groupements de collectivités	26,0	+ 5,5	105,5	33,7	+ 9,5	136,6	12,7	+ 12,1	173,5	129,6

<u>En 1982</u>	<u>En 1986</u>	<u>En 1988</u>
Communes/ Collectivités locales = 50,8 %	Communes/ Collectivités locales = 47,5 %	Communes/ Collectivités locales = 47,0 %
Départements/ Collectivités locales = 17,2 %	Départements/ Collectivités locales = 20,3 %	Départements/ Collectivités locales = 21,3 %
Régions/ Collectivités locales = 5,1 %	Régions/ Collectivités locales = 7,1 %	Régions/ Collectivités locales = 8,1 %
Groupements/ Collectivités locales = 19,0 %	Groupements/ Collectivités locales = 18,2 %	Groupements/ Collectivités locales = 16,8 %

TABLEAU N° 4 - EVOLUTION de la PART des INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES TERRITORIALES (d'après ANNEXE N° 3)

a - Le mode d'intervention des collectivités locales

Les dépenses d'investissement des collectivités locales se rapportent :

- soit à des investissements qu'elles réalisent elles-mêmes : opérations directes ;
- soit à des interventions financières, prenant la forme de fonds de concours, ou de participations qu'elles apportent à d'autres maîtres d'ouvrage (subventions versées).

En outre, les remboursements des emprunts ne correspondent pas à des investissements réels et sont comptabilisés dans les opérations indirectes.

/...

L'investissement direct des collectivités locales occupe la part la plus importante de leurs dépenses d'investissement ; en 1983, les opérations directes d'investissement représentaient 66 % des investissements. Cependant, cette part tend à diminuer d'année en année et ne représente plus que 60,5 % en 1988. Cette évolution est surprenante en période de décentralisation. L'explication pourrait venir des efforts importants fournis par les collectivités locales en faveur des grandes infrastructures (transports et télécommunications) dont l'Etat garde la maîtrise d'ouvrage.

En milliards de francs

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Opérations directes	91,8 66,0 %	93,8 64,5 %	108,0 63,9 %	114,4 61,5 %	125,4 56,3 %	153,5 60,5 %
Opérations indirectes	47,2 34,0 %	51,6 35,5 %	60,8 36,1 %	71,5 38,5 %	97,4 43,7 %	100,0 39,5 %
TOTAL	139	145,4	168,8	185,9	222,8	253,5

TABLEAU N° 5 - Les DEPENSES d'INVESTISSEMENT des COLLECTIVITES LOCALES en FONCTION du MODE d'INVESTISSEMENT

En Basse-Normandie, les opérations directes sont passées de 1,894 milliards de francs à 3,3 milliards de francs, soit une représentation constante de 2,1 % des opérations directes des collectivités locales françaises.

Les remboursements d'emprunts n'étant pas intégrés dans le montant des opérations indirectes en Basse-Normandie, il n'est pas possible de calculer la part de notre région. Cependant, hors les remboursements d'emprunts, on peut noter que les opérations indirectes des collectivités locales bas-normandes sont restées stables (0,59 milliard de francs en 1983, 0,58 milliard de francs en 1988).

	1983		1988	
	Mds de F	base 100 1982	Mds de F	base 100 1982
OPERATIONS DIRECTES				
Collectivités locales (France)	91,8	105,7	153,5	176,8
Collectivités locales (Basse-Normandie)	1,894 (2,06 %)	100,7	3,3 (2,15 %)	185,2

OPERATIONS INDIRECTES	1983		1988	
	Mds de F	base 100 1982	Mds de F	base 100 1982
Collectivités locales (France)	47,2	110	100,0	235,2
Collectivités locales (Basse-Normandie)*	0,59	111,8	0,58	107,4

* Hors remboursement d'emprunts

**TABLEAU N° 6 - COMPARAISON des OPERATIONS d'INVESTISSEMENTS
des COLLECTIVITES LOCALES de BASSE-NORMANDIE avec celles de
l'ENSEMBLE des COLLECTIVITES LOCALES**

b - Le financement des investissements des collectivités locales

Le financement des investissements des collectivités locales provient :

- soit de ressources extérieures (subventions, participations, et emprunts...);
- soit de ressources dites propres (aliénations d'immobilisations, recouvrement de créances, autofinancement...).

Entre 1982 et 1985, les évolutions à mettre en évidence concernent principalement le poste "emprunts" qui voit sa part dans le financement des investissements des collectivités locales diminuer de 6 points (38,2 % en 1982 contre 32,3 % en 1985) et celui de "l'autofinancement" qui progresse parallèlement de 5,5 points (26,1 % en 1982 contre 31,6 % en 1985). Les autres ressources connaissent une relative stabilité.

	1982	1983	1984	1985
Subv., participations, F.C.T.V.A...	29 280 22,0 %	33 570 20,8 %	38 401 23,8 %	42 104 23,8 %
Emprunts...	50 994 38,3 %	51 770 32,0 %	58 813 36,4 %	57 276 32,3 %
Autres recettes...	17 837 13,4 %	17 910 11,1 %	17 922 11,1 %	23 498 13,3 %
Autofinancement...	34 891 26,2 %	37 991 23,5 %	46 408 28,7 %	54 261 30,6 %
TOTAL	133 002	161 545	161 545	177 140

**TABLEAU N° 7 - EVOLUTION des SOURCES de FINANCEMENT des
INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES**
Source : "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique

/...

III - L'EVOLUTION des INVESTISSEMENTS par TYPE de COLLECTIVITES LOCALES

A - Les OPERATIONS d'INVESTISSEMENT des COMMUNES

Comme le montre le tableau ci-dessous, les dépenses d'investissement des communes en France progressent tous les ans, à un rythme plutôt régulier (Cf. ANNEXE N° 4).

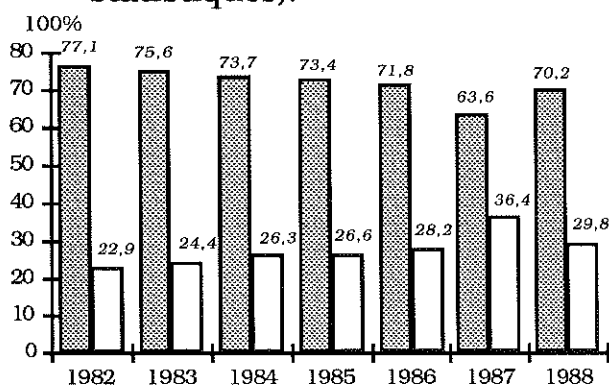
En milliards de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Investissement des communes en France (hors commune de Paris)	65,7	69,5	71,3	80,9	88,4	107,5	119,3	121,2	141,0
En Basse-Normandie									
- Investissements réels	1,220	1,189	1,360	1,385	1,546	1,313	1,727	1,636	1,743
- Investissements comprenant les remboursements d'emprunt	1,425	1,422	1,612	1,686	1,858	-	-	-	-

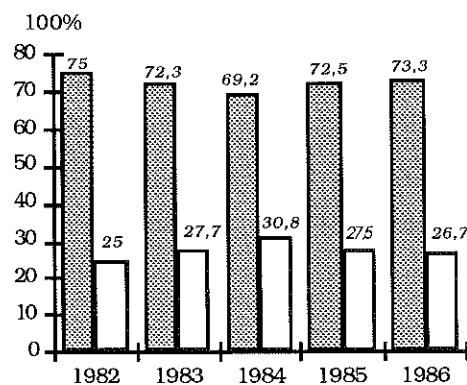
TABLEAU N° 8 - EVOLUTION des INVESTISSEMENTS des COMMUNES

En revanche, les statistiques retraçant l'évolution des investissements des communes en Basse-Normandie marquent une évolution plutôt irrégulière.

Sur le plan intrinsèque, il convient de remarquer la forte prédominance des opérations directes (bien que leur part tend à diminuer d'année en année) puisqu'elles représentent les trois quarts de l'ensemble des investissements des communes. Cette observation s'applique également à la Basse-Normandie jusqu'en 1986 (dernière date d'homogénéité des statistiques).



GRAPHIQUE N° 3a - ENSEMBLE des COMMUNES de FRANCE



GRAPHIQUE N° 3b - COMMUNES de BASSE-NORMANDIE

/...

- FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS COMMUNAUX

Comme toutes les collectivités locales, les financements des communes proviennent de ressources extérieures (subventions et emprunts) et de ressources propres (autofinancement, aliénations d'immobilisations, recouvrement de créances).

ENSEMBLE DES COMMUNES	1982		1983		1984		1985	
	Millions de F	%	Millions de F	%	Millions de F	%	Millions de F	%
Ressources extérieures	44 728	73,1	46 811	66,6	51 489	65,8	52 125	62,1
- Subventions, participations, F.C.T.V.A.	15 803	25,8	18 134	25,8	20 869	26,7	22 083	26,3
- Emprunts	28 925	47,3	28 677	40,8	30 620	39,1	30 042	35,8
Ressources propres	16 368	26,9	23 347	33,4	26 629	34,2	31 684	37,9
- Autres recettes	1 137	1,9	8 103	11,7	7 714	10,0	9 552	11,5
- Autofinancement	15 231	25,0	15 244	21,7	18 915	24,2	22 132	26,4
TOTAL	61 096	100	70 158	100	78 118	100	83 809	100

**TABLEAU N° 9 - EVOLUTION des SOURCES de FINANCEMENT des
INVESTISSEMENTS des COMMUNES**

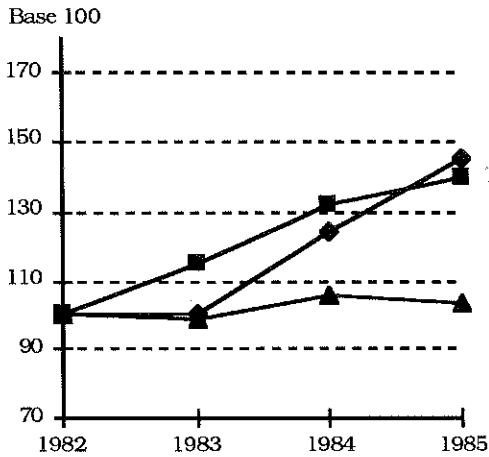
Le financement le plus important est assuré par l'emprunt avec 40 % en moyenne des financements sur la période 1982-1985, puis suivent les subventions et l'autofinancement qui constituent une part pratiquement équivalente (respectivement 25 % et 24 % de moyenne).

COMMUNES DE BASSE- NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Ressources extérieures	906 815	62,2	987 573	67,4	1 097 635	62,8	1 052 964	62,2	1 130 982	58,1
- Subventions, participations, F.C.T.V.A.	338 183	23,2	392 669	26,8	509 870	29,2	445 039	26,0	524 041	27,0
- Emprunts	568 632	39,0	594 904	40,6	587 765	33,6	607 925	35,4	606 941	31,1
Ressources propres	551 038	37,8	477 713	32,6	650 246	37,2	664 782	38,6	821 719	41,9
- Autres recettes	218 395	15,0	156 831	10,7	207 910	11,9	193 673	11,3	223 212	11,4
- Autofinancement	332 643	22,8	320 882	21,9	442 336	25,3	471 109	27,3	598 507	30,5
TOTAL	1 457 853	100	1 465 286	100	1 747 881	100	1 717 746	100	1 952 701	100

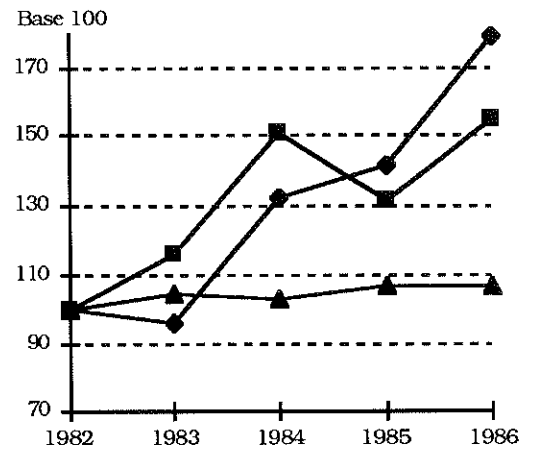
**TABLEAU N° 10 - EVOLUTION des SOURCES de FINANCEMENT DES
INVESTISSEMENTS des COMMUNES en BASSE-NORMANDIE**

/...

En Basse-Normandie, le financement des investissements communaux provient, comme pour l'ensemble des communes, de l'emprunt (27,8 % en moyenne). Il convient cependant de noter la part importante prise par l'autofinancement (30,5 % en 1986).



GRAPHIQUE N° 4a - ENSEMBLE des COMMUNES



GRAPHIQUE N° 4b - COMMUNES de BASSE-NORMANDIE

EVOLUTION INDICIAIRE des SOURCES de FINANCEMENT

Notons à ce propos que la progression élevée de l'autofinancement depuis 1984 s'applique autant pour l'ensemble des communes que pour les communes de Basse-Normandie.

B - Les OPERATIONS d'INVESTISSEMENT des DEPARTEMENTS

Les investissements des départements augmentent tous les ans de plus de 10 % depuis 1982 (Cf. ANNEXES N° 5).

En milliards de Francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Départements	22,3	24,7	27,2	31,6	37,9	46,6	54,1	61,1	70,0

TABLEAU N° 11a- EVOLUTION des DEPENSES d'INVESTISSEMENT des DEPARTEMENTS

Les départements bas-normands connaissent le même développement que l'ensemble des départements, avec une augmentation moyenne plus élevée de 15 %.

En milliers de Francs

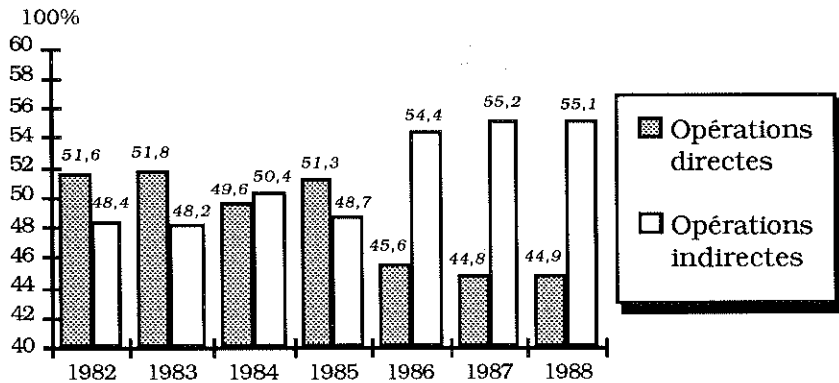
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Départements de Basse-Normandie*	441 443	545 492	540 805	663 626	779 643	905 000	954 000	1 082 000

* Investissements réels

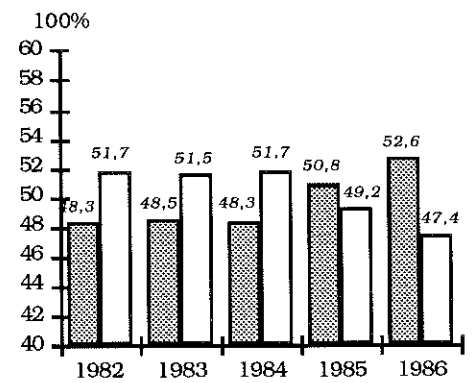
TABLEAU N° 11b - EVOLUTION des DEPENSES d'INVESTISSEMENT des DEPARTEMENTS en BASSE-NORMANDIE

/...

Un peu plus de la moitié des investissements de l'ensemble des départements français était consacré aux opérations directes, mais depuis 1986, cette tendance est totalement inversée. En revanche, on assiste à un phénomène contraire pour ce qui concerne les départements bas-normands : entre 1982 et 1984, les opérations indirectes représentaient un peu plus de la moitié des investissements et entre 1985-1986 ce sont cette fois les opérations directes qui deviennent dominantes.



GRAPHIQUE N° 5a - ENSEMBLE des DEPARTEMENTS

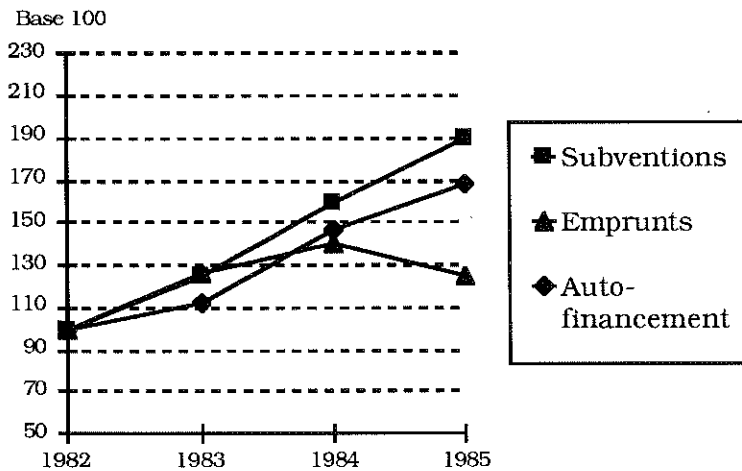


GRAPHIQUE N° 5b - DEPARTEMENTS de BASSE-NORMANDIE

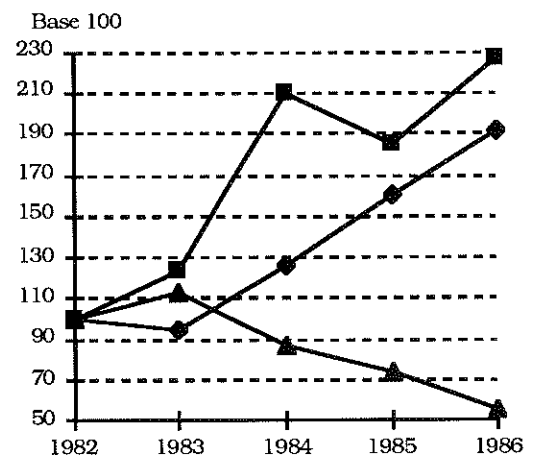
- FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS des DEPARTEMENTS

Contrairement aux communes, le financement des investissements des départements repose sur l'autofinancement (44 % en moyenne des financements sur la période 1982-1985), et sur les emprunts. Cependant, les subventions, qui représentaient 13 % en 1982, gagnent de l'importance depuis 1984 (Cf. TABLEAU N° 12).

Dans les départements bas-normands, la source principale de financement est également l'autofinancement. L'emprunt perd de l'importance au profit des subventions depuis 1984.



GRAPHIQUE N° 6a - ENSEMBLE des DEPARTEMENTS



GRAPHIQUE N° 6b - DEPARTEMENTS de BASSE-NORMANDIE

EVOLUTION INDICIAIRE des SOURCES de FINANCEMENT des DEPARTEMENTS

/...

- FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS des DEPARTEMENTS

ENSEMBLE DES DEPARTEMENTS	1982		1983		1984		1985	
	Millions de F	%	Millions de F	%	Millions de F	%	Millions de F	%
Subventions, participations F.C.T.V.A.	3 050	13,0	3 823	14,3	4 877	15,2	5 800	16,6
Emprunts	8 132	34,8	10 291	38,4	11 415	35,5	10 197	29,3
Autres recettes	2 394	10,2	1 679	6,3	1 501	4,7	1 849	5,3
Autofinancement brut	9 797	42,0	11 033	41,0	14 316	44,6	16 441	48,8
TOTAL	23 373	100	26 826	100	32 109	100	34 846	100

DEPARTEMENTS DE BASSE-NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Subventions, participations F.C.T.V.A.	83 381	14,4	103 466	16,2	174 896	23,8	154 611	18,9	189 478	20,7
Emprunts	160 136	27,7	180 341	28,2	139 752	19,0	118 178	14,5	89 524	9,7
Autres recettes	19 568	3,4	55 324	8,7	21 651	2,9	38 682	4,7	32 917	3,6
Autofinancement brut	314 526	54,5	299 648	46,9	397 972	54,3	505 608	61,9	602 410	65,9
TOTAL	577 611	100	638 779	100	734 271	100	817 079	100	914 329	100

TABLEAU N° 12 - Les SOURCES de FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS des DEPARTEMENTS

C - Les OPERATIONS d'INVESTISSEMENT des REGIONS

Les investissements des régions sont passés de 4 milliards en 1982 à plus de 18 milliards en 1989 (avec une augmentation moyenne annuelle de 21 % sur la période).

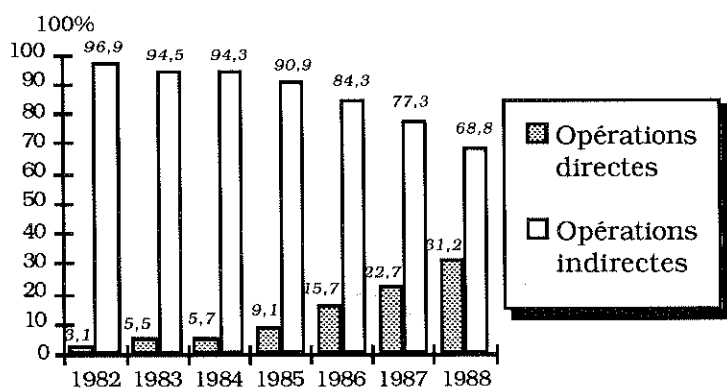
Les investissements de notre région évoluent par pallier puisque l'on note une forte augmentation en 1984 et en 1989, c'est-à-dire au début de chaque Plan. On voit là la manifestation d'une volonté politique spécifique à la Basse-Normandie (voir ANNEXE N° 6a).

En milliers de Francs

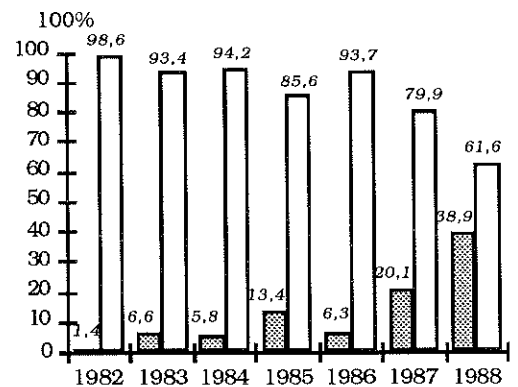
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Régions dont Basse-Normandie	4 409 072	5 436 580	5 905 530	7 414 461	8 507 791	11 204 585	14 284 733	18 170 221
	136 569	125 858	201 509	214 389	227 173	281 601	363 552	822 679

TABLEAU N° 13 - EVOLUTION des DEPENSES d'INVESTISSEMENT des REGIONS

Beaucoup plus de la moitié des investissements régionaux est consacrée aux opérations indirectes. Autrement dit, les régions sont des bailleurs de fonds pour les autres investisseurs. Cependant, il faut noter que depuis 1986, les régions sont de plus en plus maîtres d'ouvrage des investissements régionaux. Cette remarque s'applique tout autant à la Basse-Normandie.



GRAPHIQUE N° 7a - ENSEMBLE des REGIONS



GRAPHIQUE N° 7b - REGION de BASSE-NORMANDIE

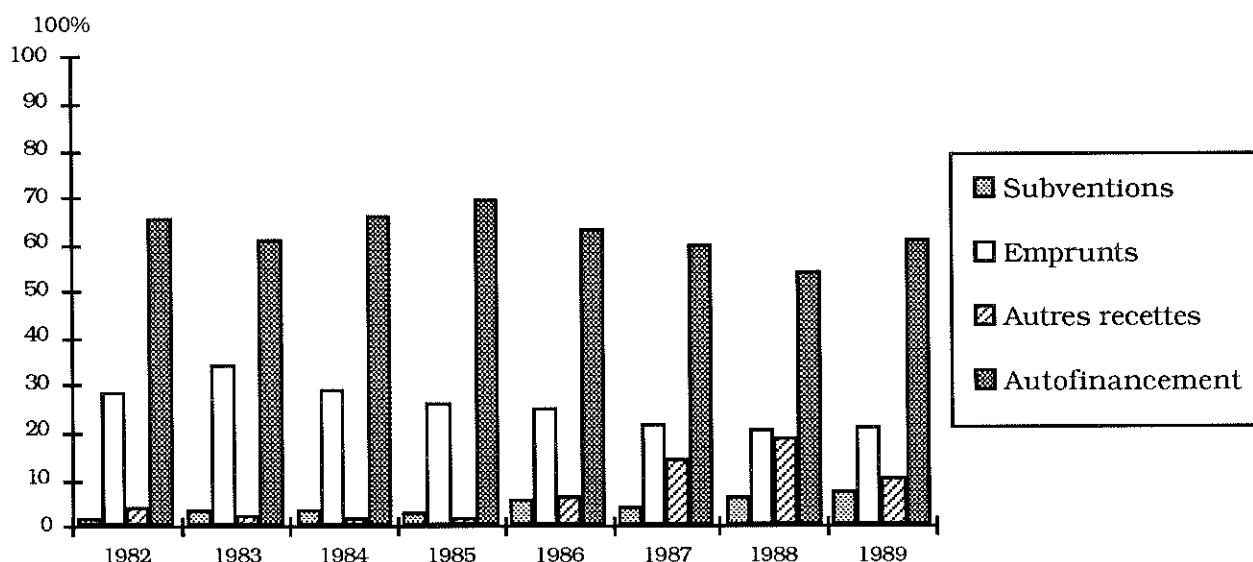
EVOLUTION des OPERATIONS d'INVESTISSEMENTS REGIONAUX SELON le MODE d'INTERVENTION

- FINANCEMENT des INVESTISSEMENTS REGIONAUX

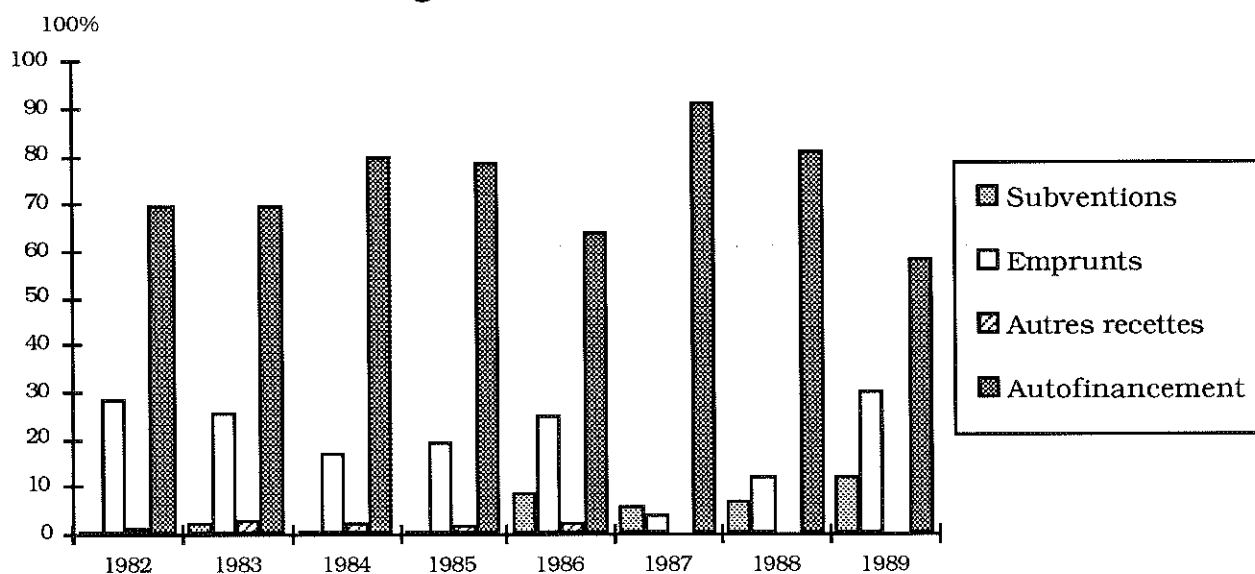
Comme pour les départements, le financement des investissements des régions repose avant tout sur l'autofinancement et dans une moindre mesure sur l'emprunt. La Basse-Normandie n'échappe pas à cette règle (Cf. ANNEXE N° 6).

Les subventions prennent de l'importance année après année, notamment avec la mise en place de la dotation régionale d'équipement scolaire.

De plus, il faut remarquer, alors que l'emprunt était très faible en 1987 en pourcentage, l'augmentation élevée depuis cette date et surtout en 1989, phénomène qui est lié au financement de la modernisation de la ligne ferroviaire Mantes-Cherbourg.



GRAPHIQUE N° 8a - ENSEMBLE des REGIONS



GRAPHIQUE N° 8b - REGION BASSE-NORMANDIE

/...

IV - La SITUATION en BASSE-NORMANDIE

A - Les INVESTISSEMENTS des COLLECTIVITES LOCALES par RAPPORT aux INVESTISSEMENTS de l'ETAT dans la REGION

Les chiffres retenus concernant les investissements de l'Etat en Basse-Normandie sont ceux des engagements parce qu'ils correspondent aux investissements effectivement réalisés.

Quant aux chiffres des investissements locaux, ils sont relatifs aux investissements réalisés par les collectivités territoriales et les établissements publics locaux.

Les investissements de l'Etat en Basse-Normandie sont passés de 813 millions en 1982 à 834 millions en 1988. Cette évolution est peu sensible par rapport à celle des investissements locaux qui sont passés de 3 577 millions en 1982 à 5 252 millions en 1988 (Cf. TABLEAU N° 1).

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Etat	100	91,1	78,6	84,3	84,1	85,3	102,6
Collectivités locales de Basse-Normandie	100	104,3	115,5	124,5	136,5	138,5	159,8
TOTAL	100	101,3	107,1	115,4	125,7	126,4	146,8

	<u>En 1982</u>	<u>En 1984</u>	<u>En 1986</u>	<u>En 1988</u>
Collectivités locales/ Etat + collectivités locales =	77,2 %	83,3 %	84,0 %	84,1 %
Etat/ Etat + collectivités locales =	22,8 %	16,7 %	16,0 %	15,9 %

TABLEAU N° 14 - EVOLUTION des INVESTISSEMENTS PUBLICS en BASSE-NORMANDIE

La part des collectivités locales dans l'ensemble des investissements augmente d'année en année pour passer de 77,2 % en 1982 à 84,1 % en 1988.

/...

B - L'EVOLUTION des INVESTISSEMENTS de la REGION

Les investissements de notre région sont passés de 136 millions en 1982 à 822 millions en 1989 (avec une croissance annuelle de plus de 30 % sur la période). Il faut noter que l'année 1989 connaît une progression très importante : + 126,3 %. C'est un record absolu obtenu par notre région sur l'ensemble des régions. En effet, en 1982 notre région représentait 2,4 % des investissements régionaux (avec un classement de 17ème/21) or en 1989, elle représente 4,5 % et se classe 11ème/22.

Cette progression fulgurante s'explique par la politique régionale entreprise en matière de communications et notamment avec la réalisation de la ligne ferroviaire Paris-Cherbourg.

1982	1983	1984	1985	1986	1987		1988		1989		1990	
base 100	base 1982	base 1982	base 1982	base 1982	base 1982	base 1986	base 1982	base 1986	base 1982	base 1986	base 1982	base 1986
100	92,2	147,6	157,0	166,3	206,2	124,0	226,2	160,0	602,4	362,1		

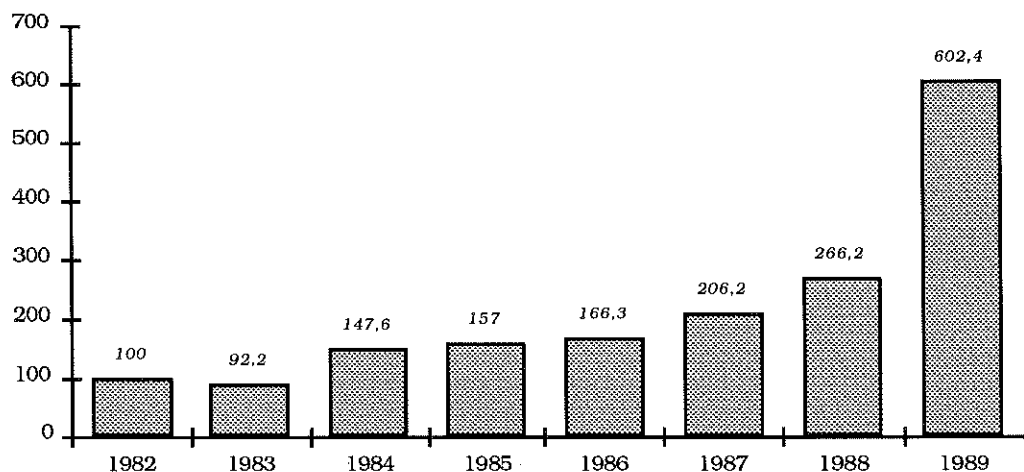


TABLEAU N° 15 et GRAPHIQUE N° 9 - EVOLUTION des INVESTISSEMENTS de la REGION

Les investissements de la région sont consacrés pour plus de la moitié aux opérations indirectes, comme pour l'ensemble des régions métropolitaines françaises (Cf. III).

- Quelques DONNEES COMPARATIVES avec d'autres REGIONS

Cette comparaison sera effectuée en prenant en compte des régions ayant des points communs avec la Basse-Normandie. L'échantillon retenu comprend les régions Auvergne, Bourgogne, Centre et Poitou-Charentes.

	1982		1983		1984		1985	
	Milliers de F	F/Hab.	Milliers de F	F/Hab.	Milliers de F	F/Hab.	Milliers de F	F/Hab.
Auvergne	165 314	124,0	175 073	131,3	195 133	146,4	285 646	214,3
Bourgogne	168 275	105,4	215 359	135,0	211 655	132,6	241 392	151,2
Centre	241 039	106,5	286 485	126,5	242 979	107,3	247 284	109,2
Basse-Normandie	136 569	98,7	125 866	91,0	201 509	145,6	214 389	155,0
Poitou-Charentes	181 675	115,9	176 447	112,5	216 003	137,8	282 863	180,4
FRANCE (hors Ile-de-France)	4 409 072	79,1	5 436 580	97,5	5 905 530	106,0	7 414 461	133,1

	1986		1987		1988		1989	
	Milliers de F	F/Hab.	Milliers de F	F/Hab.	Milliers de F	F/Hab.	Milliers de F	F/Hab.
Auvergne	358 527	269,1	529 563	397,2	423 962	318,1	563 200	422,5
Bourgogne	249 165	156,1	388 457	243,4	588 103	368,5	636 548	399,0
Centre	323 080	142,7	538 352	238,8	924 708	408,4	934 695	412,8
Basse-Normandie	227 173	164,1	281 601	203,5	363 552	262,7	822 679	594,4
Poitou-Charentes	311 760	198,8	448 519	286,0	613 324	391,1	984 513	627,9
FRANCE (hors Ile-de-France)	8 507 791	152,6	11 204 585	201,1	14 284 733	256,2	18 170 221	326,0

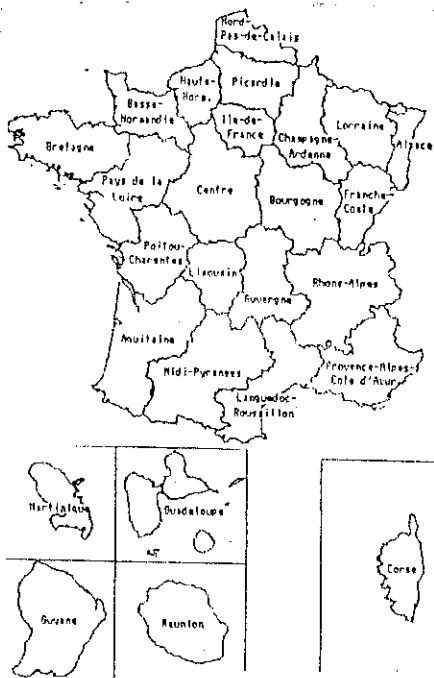
TABLEAU N° 16 - EVOLUTION des INVESTISSEMENTS par HABITANT

En francs par habitant la Basse-Normandie se place toujours au-dessus de la moyenne nationale (sauf en 1983), comme d'ailleurs toutes les régions de l'échantillon.

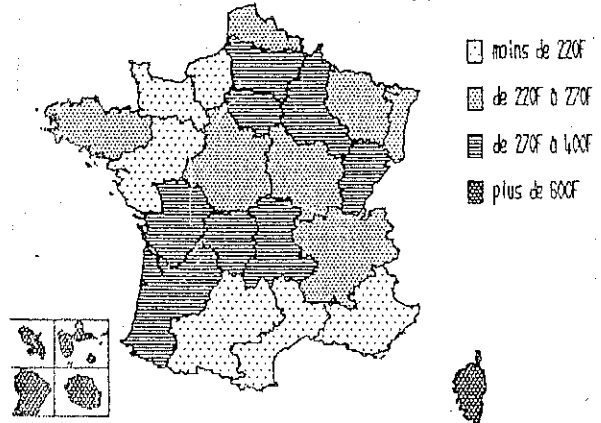
L'investissement par habitant a connu une évolution assez forte puisqu'il est passé de 98,7 F/hab. en 1982 à 594,4 F/hab., soit une moyenne de 214,4 F/hab. sur la période.

Compte tenu de l'évolution des investissements de la région Basse-Normandie, par pallier (Cf. page 14, C), par rapport aux régions de l'échantillon, on peut s'apercevoir qu'en F/Hab., la Basse-Normandie occupe ses meilleurs rangs en 1984 et en 1989.

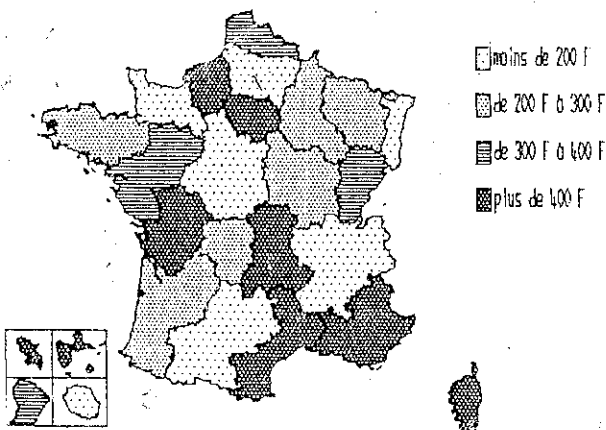
- DEPENSES d'INVESTISSEMENT en FRANCS par HABITANT de 1987 à 1989



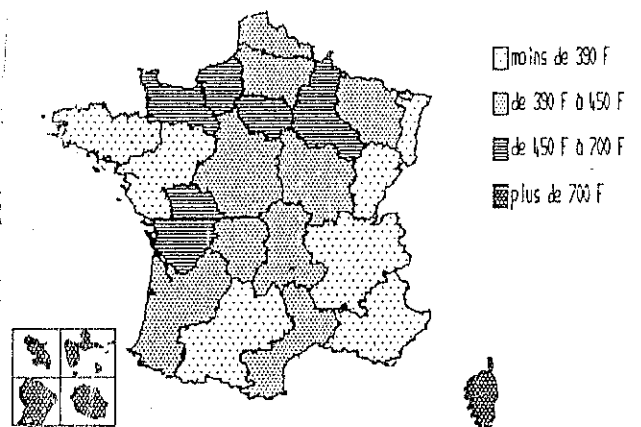
DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN FRANCS PAR HABITANT - 1988



DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN FRANCS PAR HABITANT - 1987



DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN FRANCS PAR HABITANT - 1989



C - L'EVOLUTION des INVESTISSEMENTS des TROIS DEPARTEMENTS

Cette étude est réalisée sur la base de documents fournis par la Trésorerie Générale et des comptes administratifs mis à notre disposition par les Conseils Généraux de ces trois départements. Les comptes administratifs annuels fournissent les montants et l'analyse des dépenses d'investissements par compte de classe 9.

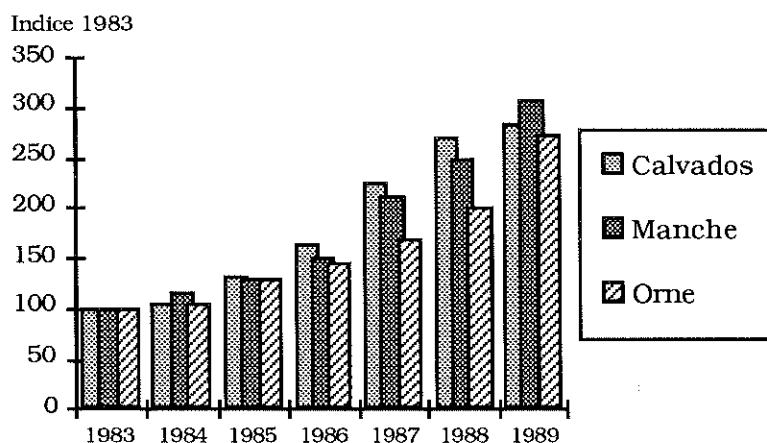
Les investissements sont indiqués en milliers de francs.

	1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
CALVADOS	192 196	33,7	203 987	33,0	255 868	34,2	313 055	35,6
MANCHE	217 131	38,1	248 816	40,0	280 500	37,5	328 027	37,3
ORNE	159 554	28,2	169 986	27,0	210 671	28,3	238 150	27,1
TOTAL	568 881	100	622 699	100	747 039	100	879 232	100

	1987		1988		1989	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
CALVADOS	432 736	37,0	519 401	37,3	547 100	33,0
MANCHE	457 560	39,2	540 033	39,0	669 101	40,2
ORNE	277 743	23,8	331 815	23,7	447 344	27,8
TOTAL	1 168 039	100	1 391 249	100	1 663 545	100

TABLEAU N° 17 - EVOLUTION des DEPENSES d'INVESTISSEMENT dans TROIS DEPARTEMENTS de BASSE-NORMANDIE

Le département de la Manche est le principal investisseur des départements de Basse-Normandie, sa part relative aux investissements représentant 40 %. La part du Calvados ne cesse de progresser, alors que celle de l'Orne baisse continuellement sauf en 1989 où ce dernier gagne 4 points sur le Calvados.



L'évolution des investissements des trois départements est régulière. La progression est plus sensible à partir de 1986 dans chacun des trois départements.

GRAPHIQUE N° 10- EVOLUTION INDICIAIRE des INVESTISSEMENTS des TROIS DEPARTEMENTS

Quant aux dépenses d'investissement par habitant le département de l'Orne seul se place au-dessus de la moyenne nationale : en 1983, 540 F/Hab. contre 489 F/Hab. de moyenne nationale ; en 1986, 806 F/Hab. contre 713 F/Hab. de moyenne nationale. Le Calvados enregistre le taux le plus faible.

	CALVADOS	MANCHE	ORNE	Moyenne nationale
1983	326	466	540	489
1984	346	534	575	528
1985	434	602	713	622
1986	531	704	806	708
1987	734	982	940	870
1988	881	1 159	1 123	1 010
1989	928	1 436	1 514	

TABLEAU N° 18 - INVESTISSEMENT des DEPARTEMENTS en FRANCS par HABITANT

D - L'EVOLUTION des INVESTISSEMENTS des COMMUNES

Les investissements communaux, après une légère baisse en 1982 (- 0,2 %), progressent annuellement de 1983 à 1986 (progression moyenne de 6,5 %). Ils baissent sensiblement en 1987 (- 29 %) ; la reprise est forte en 1988 (+ 31 %), puis on note une baisse de 5 % en 1989, et enfin un accroissement de 6,5 % en 1990.

En conclusion, les investissements communaux évoluent de façon irrégulière de 1986 à 1990.

/...

1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1,220	1,189	1,360	1,385	1,546	1,313	1,727	1,636	1,743

TABLEAU N° 19 - Les DEPENSES d'INVESTISSEMENT des COMMUNES

Indice 1982								
1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
100	97,5	111,5	113,5	126,7	107,6	141,5	134,1	142,9

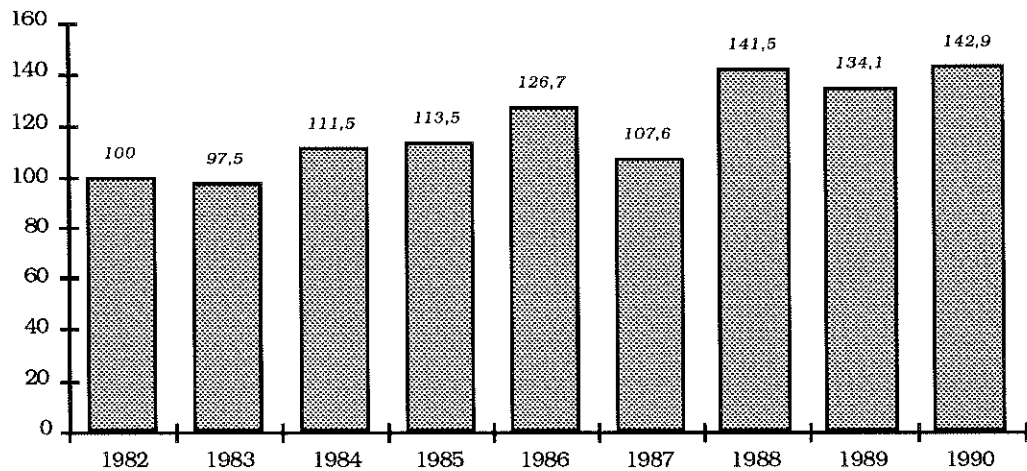


TABLEAU N° 20 et GRAPHIQUE N° 11 - EVOLUTION INDICIAIRE des INVESTISSEMENTS des COMMUNES

E - La PART RELATIVE des COLLECTIVITES TERRITORIALES (de 1987 à 1988)

La part relative des collectivités territoriales (Région, les 3 départements et les grandes communes de Basse-Normandie) des investissements est la suivante :

DEPENSES d'INVESTISSEMENTS REELS des COLLECTIVITES TERRITORIALES	1987		1988		1989	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
REGION	259 939	10,5	341 344	11,3	780 279	22,3
DEPARTEMENTS	905 032	36,5	953 817	31,6	1 081 566	31,0
COMMUNES	1 313 246	53,0	1 727 355	57,1	1 636 048	46,7
TOTAL	2 478 217	100	3 022 516	100	3 497 893	100

TABLEAU N° 21 - PART RELATIVE des COLLECTIVITES TERRITORIALES aux INVESTISSEMENTS

Source : "Rapport sur le recensement des investissements réalisés par les collectivités et établissements publics locaux de Basse-Normandie", D.E.E.F., T.G.R. de Basse-Normandie

En Basse-Normandie, les principaux investisseurs sont les communes. Elles détiennent plus de la moitié des investissements en 1987. Mais leur part relative aux investissements locaux baisse de près de 10 points en 1989, alors que la part de la région est doublée, passant de 11,3 % à 22,3 %.

V - La NATURE des INVESTISSEMENTS LOCAUX (de 1987 à 1989)

A - La NATURE des INVESTISSEMENTS de la REGION (Cf. ANNEXES N° 7)

En matière d'investissement, l'originalité des régions réside dans le fait qu'elles interviennent surtout en accordant des subventions et participations pour financer les investissements d'autres organismes publics ou privés. Toutefois, leurs opérations directes croissent de plus en plus depuis 1986.

Sur la période 1987-1989, notre région est intervenue pour subventionner le financement des investissements liés :

- à l'action économique avec un peu plus de 40 % en 1987 et 1988. Mais en 1989 cette fonction ne représente que 11 % des investissements au profit de la fonction transports et télécommunications. Notre région ne diffère pas des autres régions qui consacrent une part importante à cette fonction (24 % en moyenne) ;

- aux transports et télécommunications : ce secteur a bénéficié de 45 % en moyenne des subventions sur la même période. Il faut noter cependant qu'en 1989, 80,1 % des subventions ont été consacrées à la modernisation de la ligne ferroviaire Paris-Caen-Cherbourg et au désenclavement routier de la Basse-Normandie. Cette fonction détient également une part importante dans les autres régions avec plus de 30 % en moyenne sur la période 1987-1989 ;

- à la fonction enseignement-formation : la région y consacre un peu plus de 4 % en moyenne. La moyenne nationale (ensemble des régions) est de 7 %. Cependant la région y consacre plus de 80 % de ses investissements directs entre 1987 et 1989, ce qui traduit un effort important de la région ;

- au développement rural : la région accorde en moyenne 5 % de ses subventions à cette ligne. La moyenne nationale sur la même période est de 10 %.

/...

B - La NATURE des INVESTISSEMENTS des TROIS DEPARTEMENTS

Depuis 1985, les départements bas-normands consacrent plus de la moitié de leurs investissements aux opérations directes, alors que cette tendance est inversée sur le plan national.

Les équipements de transports et les subventions pour l'aménagement rural et l'action économique représentent la moitié de l'effort d'investissement direct et indirect :

- les départements ont consacré 57 % en moyenne de leurs investissements directs sur la période de 1987-1989 au domaine des transports, et 10 % en moyenne de leurs investissements indirects ;

- la fonction enseignement-formation bénéficie de 20 % en moyenne sur la même période des investissements directs départementaux, et un peu plus de 9 % en moyenne des investissements indirects. Il faut noter que les services généraux des administrations occupent une part importante des investissements départementaux.

C - La NATURE des INVESTISSEMENTS des COMMUNES

Les investissements communaux sont essentiellement directs et portent sur toutes les fonctions :

- les services généraux des administrations occupent la part importante des investissements des communes avec 24 % en moyenne sur la période 1987-1989 ;

- la fonction culture et vie sociale vient ensuite avec près de 20 % en moyenne sur la même période ;

- le développement urbain bénéficie de plus de 15 % en moyenne des investissements communaux.

Les communes bas-normandes ne se distinguent pas de l'ensemble des communes qui sont maîtres d'ouvrage des 2/3 de leurs investissements et les consacrent à des degrés divers sur toutes les fonctions, les fonctions administratives, culture et vie sociale, développement urbain, enseignement occupant les parts importantes de ces investissements.

D - La SYNTHÈSE par RUBRIQUE : PART PRISE par les DIVERSES CATEGORIES de COLLECTIVITES dans les REALISATIONS de CHAQUE FONCTION

Les différentes collectivités intervenant dans tous les grands domaines d'équipements collectifs, il est intéressant de préciser, par fonction, la part prise par chacune d'elles dans les réalisations directes et indirectes sur la période 1987-1989 (TABLEAUX N° 22 N° 23).

La répartition fonctionnelle de la dépense d'investissement globale, en Basse-Normandie, montre que la prépondérance est accordée aux équipements liés aux fonctions "Transports et Télécommunications", "Développement rural et aménagement de l'espace naturel", "Développement urbain". Ces fonctions représentent ensemble 50 % du total des investissements sur la période 1987-1989 (TABLEAUX N° 22).

La fonction "Culture et vie sociale", qui occupait la quatrième place dans le classement des différentes fonctions (hors services généraux des administrations, fonction O), régresse en 1988 et en 1989 au profit des fonctions "Enseignement-Formation" et Action économique".

La fonction "Transports et Télécommunications" occupe la première place sur la même période avec 20,4 % en moyenne des dépenses d'investissement global. Cette prépondérance est accentuée en 1989 avec la mise en place des projets de modernisation de la ligne ferroviaire Paris-Caen-Cherbourg et du désenclavement routier de la Basse-Normandie.

De toutes les collectivités territoriales, les communes sont les principaux investisseurs (43 % en moyenne sur la période de référence) sauf dans les domaines (Cf. TABLEAUX N° 21 et 22) :

- des "Transports et Télécommunications" pour lesquels les départements interviennent, à hauteur de 53,5 % sur la même période. Il faut noter qu'en 1989, cette fonction a représenté 27,6 % des investissements dans la mesure où la région y a consacré 41,7 % de ses investissements ;

- de l'"Enseignement-Formation" où la région et les départements font un effort toujours important avec respectivement 30 % et 31 % en moyenne ;

- du "Développement rural et aménagement de l'espace naturel" auquel les groupements de collectivités consacrent 49 % de leurs dépenses d'investissement ;

- de la Santé où les départements interviennent pour près de 60 % des investissements.

/...

	TOTAL		REGION		DEPARTEMENTS		COMMUNAUTE URBAINE		COMMUNES		GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
0 - Services généraux des administrations	519 233	100	11 424	2,2	145 724	28,1	9 575	1,8	331 832	64,0	20 678	3,9
1 - Enseignement-Formation	299 675	100	72 217	24,1	102 843	34,3	6 522	2,2	92 009	30,7	26 084	8,7
2 - Culture et vie sociale	329 255	100	17 340	5,3	43 635	13,3	0	0,0	247 309	75,1	20 971	6,3
3 - Santé	13 961	100	4 764	34,1	8 197	58,7	0	0,0	999	7,2	1	0,0
4 - Interventions sociales	22 164	100	4 204	19,0	10 532	47,5	0	0,0	7 099	32,0	329	2,5
5 - Logement	39 400	100	1243	3,2	666	1,7	112	0,3	34 881	88,5	2 498	6,3
6 - Développement urbain	488 610	100	4 287	0,9	79 640	16,3	82 025	16,8	234 378	23,0	88 280	43,0
7 - Développement rural et aménagement de l'espace naturel	511 696	100	11 052	2,2	100 290	19,6	0	0,0	148 877	29,1	251 479	49,1
8 - Transports et Télécommunications	518 666	100	58 608	11,3	326 566	63,0	19	0,01	114 768	22,1	18 705	3,6
9 - Action économique	279 906	100	74 800	26,7	86 939	31,1	2 849	1,0	101 094	36,1	14 224	5,1
TOTAL	3 022 566	100	259 939	8,6	1 050 756	34,8	101 102	3,3	1 313 246	43,4	443 249	9,9

TABLEAU N° 22a - REPARTITION FONCTIONNELLE des INVESTISSEMENTS REALISES dans la REGION en 1987

	TOTAL		REGION		DEPARTEMENTS		COMMUNAUTE URBAINE		COMMUNES		GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
0 - Services généraux des administrations	596 330	100	12 808	2,1	140 649	23,6	13 057	2,2	381 710	64,0	48 106	8,1
1 - Enseignement-Formation	460 985	100	141 649	30,7	139 491	30,3	34 466	7,5	127 446	28,0	17 933	3,5
2 - Culture et vie sociale	430 721	100	24 404	5,7	52 494	12,2	0	0,0	318 436	74,0	35 387	8,1
3 - Santé	9 554	100	2 150	22,5	6 071	63,5	6	0,0	1 227	13,0	100	1,0
4 - Interventions sociales	47 969	100	4 439	9,2	10 122	21,1	0	0,0	33 198	69,2	210	0,5
5 - Logement	73 607	100	2 296	3,1	1 332	1,8	973	1,3	65 815	89,4	3 191	4,4
6 - Développement urbain	596 244	100	3 756	0,6	51 544	8,6	91 941	15,4	300 163	50,3	148 840	25,0
7 - Développement rural et aménagement de l'espace naturel	528 496	100	11 707	2,2	114 711	21,7	5	0,1	155 851	29,5	246 222	46,5
8 - Transports et Télécommunications	607 518	100	54 093	9,0	352 965	58,1	3 158	0,5	176 727	29,1	20 575	3,3
9 - Action économique	357 561	100	84 042	23,5	84 438	23,6	948	0,3	166 782	46,6	21 351	6,0
TOTAL	3 708 985	100	341 344	9,2	953 817	25,7	144 548	3,9	1 727 355	46,5	541 915	14,7

TABLEAU N° 22b - REPARTITION FONCTIONNELLE des INVESTISSEMENTS REALISES dans la REGION en 1988

	TOTAL		REGION		DEPARTEMENTS		COMMUNAUTE URBAINE		COMMUNES		GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
0 - Services généraux des administrations	667 091	100	28 175	4,2	164 049	24,6	20 608	3,1	409 667	61,4	44 592	6,7
1 - Enseignement-Formation	487 008	100	168 881	34,7	145 655	30,0	22 304	4,6	140 346	29,0	9 822	1,7
2 - Culture et vie sociale	318 421	100	14 922	4,7	44 470	14,0	0	0,0	227 624	71,5	31 405	9,8
3 - Santé	14 818	100	0	0,0	8 502	57,4	13	0,0	6 263	42,3	40	0,2
4 - Interventions sociales	72 440	100	3 094	4,3	22 873	31,6	11	0,0	45 902	63,4	560	0,7
5 - Logement	64 220	100	255	0,4	1 122	1,7	3 088	4,8	54 743	85,2	5 012	7,9
6 - Développement urbain	513 866	100	2 649	0,5	41 756	8,1	130 427	25,4	247 343	48,1	91 691	17,9
7 - Développement rural et aménagement de l'espace naturel	600 122	100	5 662	1,0	119 524	20,0	557	0,0	162 843	27,1	311 536	51,8
8 - Transports et Télécommunications	172 078	100	489 672	41,7	462 929	39,4	15 885	1,3	177 623	15,1	25 969	2,5
9 - Action économique	340 631	100	66 969	19,6	70 686	20,7	3 374	0,9	163 694	48,0	35 908	10,8
TOTAL	4 250 695	100	780 279	18,3	1 081 566	25,4	196 267	4,6	1 636 048	38,4	556 535	13,3

TABLEAU N° 22c - REPARTITION FONCTIONNELLE des INVESTISSEMENTS REALISES dans la REGION en 1989

	TOTAL		REGION		DEPARTEMENTS		COMMUNAUTE URBAINE		COMMUNES		GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES		ORDRE DE CLASSEMENT DES FONCTIONS
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	
0 - Services généraux des administrations	519 233	17,2	11 424	4,4	145 724	13,9	9 575	9,5	331 832	25,3	20 678	4,7	1
1 - Enseignement-Formation	299 675	9,9	72 217	27,8	102 843	9,8	6 522	6,5	92 009	7,0	26 084	5,9	6
2 - Culture et vie sociale	329 255	10,9	17 340	6,7	43 635	4,2	0	0,0	247 309	18,8	20 971	4,7	5
3 - Santé	13 961	0,5	4 764	1,8	8 197	0,8	0	0,0	999	0,1	1	0,0	10
4 - Interventions sociales	22 164	0,7	4 204	1,6	10 532	1,0	0	0,0	7 099	0,5	329	0,1	9
5 - Logement	39 400	1,3	1243	0,5	666	0,1	112	0,1	34 881	2,7	2 498	0,6	8
6 - Développement urbain	488 610	16,2	4 287	1,6	79 640	7,6	82 025	81,1	234 378	17,8	88 280	19,9	4
7 - Développement rural et aménagement de l'espace naturel	511 696	16,9	11 052	4,3	100 290	9,5	0	0,0	148 877	11,3	251 479	56,7	3
8 - Transports et Télécommunications	518 666	17,2	58 608	22,5	326 566	31,1	19	0,0	114 768	8,7	18 705	4,2	2
9 - Action économique	279 906	9,3	74 800	28,8	86 939	8,3	2 849	2,8	101 094	7,7	14 224	3,2	7
TOTAL	3 022 566	100	259 939	100	1 050 756	100	101 102	100	1 313 246	100	443 249	100	

TABLEAU N° 23a - REPARTITION FONCTIONNELLE des INVESTISSEMENTS REALISEES dans la REGION en 1987

	TOTAL		REGION		DEPARTEMENTS		COMMUNAUTE URBAINE		COMMUNES		GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES		ORDRE DE CLASSEMENT DES FONCTIONS
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Rang
0 - Services généraux des administrations	596 330	16,1	12 808	3,8	140 649	14,7	13 057	9,0	381 710	22,1	48 106	8,9	2
1 - Enseignement-Formation	460 985	12,4	141 649	41,5	139 491	14,6	34 466	23,8	127 446	7,4	17 933	3,3	5
2 - Culture et vie sociale	430 721	11,6	24 404	7,1	52 494	5,5	0	0,0	318 436	18,4	35 387	6,5	6
3 - Santé	9 554	0,3	2 150	0,6	6 071	0,6	6	0,0	1 227	0,1	100	0,0	10
4 - Interventions sociales	47 969	1,3	4 439	1,3	10 122	1,1	0	0,0	33 198	1,9	210	0,0	9
5 - Logement	73 607	2,0	2 296	0,7	1 332	0,1	973	0,7	65 815	3,8	3 191	0,6	8
6 - Développement urbain	596 244	16,1	3 756	1,1	51 544	5,4	91 941	63,6	300 163	17,4	148 840	27,5	3
7 - Développement rural et aménagement de l'espace naturel	528 496	14,2	11 707	3,4	114 711	12,0	5	0,0	155 851	9,0	246 222	45,4	4
8 - Transports et Télécommunications	607 518	16,4	54 093	15,8	352 965	37,0	3 158	2,2	176 727	10,2	20 575	3,8	1
9 - Action économique	357 561	9,6	84 042	24,7	84 438	8,9	948	0,7	166 782	9,7	21 351	3,9	7
TOTAL	3 708 985	100	341 344	100	963 817	100	144 548	100	1 727 355	100	541 915	100	

TABLEAU N° 23b - REPARTITION FONCTIONNELLE des INVESTISSEMENTS REALISES dans la REGION en 1988

	TOTAL		REGION		DEPARTEMENTS		COMMUNAUTE URBAINE		COMMUNES		GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES		ORDRE DE CLASSEMENT DES FONCTIONS	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%		Rang
0 - Services généraux des administrations	667 091	15,7	28 175	3,6	164 049	15,2	20 608	10,5	409 667	25,0	44 592	8,0		2
1 - Enseignement-Formation	487 008	11,5	168 881	21,6	145 655	13,5	22 304	11,4	140 346	8,6	9 822	1,8		5
2 - Culture et vie sociale	318 421	7,5	14 922	1,9	44 470	4,1	0	0,0	227 624	13,9	31 405	5,6		7
3 - Santé	14 818	0,3	0	0,0	8 502	0,8	13	0,0	6 263	0,4	40	0,0		10
4 - Interventions sociales	72 440	1,7	3 094	0,4	22 873	2,1	11	0,0	45 902	2,8	560	0,1		8
5 - Logement	64 220	1,5	255	0,0	1 122	0,1	3 088	1,6	54 743	3,3	5 012	0,9		9
6 - Développement urbain	513 866	12,1	2 649	0,3	41 756	3,9	130 427	66,5	247 343	15,1	91 691	16,5		4
7 - Développement rural et aménagement de l'espace naturel	600 122	14,1	5 662	0,7	119 524	11,1	557	0,3	162 843	10,0	311 536	56,0		3
8 - Transports et Télécommunications	1 172 078	27,6	489 672	62,8	462 929	42,8	15 885	8,1	177 623	10,9	25 969	4,7		1
9 - Action économique	340 631	8,0	66 969	8,6	70 686	6,5	3 374	1,7	163 694	10,0	35 908	6,5		68,3
TOTAL	4 250 695	100	780 279	100	1 081 566	100	196 267	100	1 636 048	100	556 535	100		

TABLEAU N° 23c - REPARTITION FONCTIONNELLE des INVESTISSEMENTS REALISES dans la REGION en 1989

ANNEXES

ANNEXE N° 1a - EVOLUTION DES FINANCES DES COLLECTIVITES LOCALES

En milliards de Frs

	DEPENSES				RECETTES				
	Fonctionnement	Investissement	dont rem- boursement de la dette	TOTAL	Recettes fiscales	Transferts reçus	Emprunts	Divers	TOTAL
1982	240,9	129,1	17,8	370,0	110,6	150,6	54,3	61,4	376,9
1983	280,7	139,3	19,4	419,9	130,8	171,3	54,8	68,0	424,9
1984	300,0	145,4	22,0	445,4	163,0	168,0	58,8	71,8	461,6
1985	326,4	168,8	25,2	495,2	185,3	178,0	57,3	82,9	503,5
1986	347,7	185,9	33,2	533,6	203,3	189,5	61,1	85,0	538,9
1987	362,7	222,8	54,5	585,5	221,3	198,0	80,7	92,6	592,6
1988	381,8	253,5	52,0	635,3	237,9	212,5	75,5	101,8	627,7
1989	403,0	270,0	51,0	673,0	256,0	226,0	76,0	109,0	667,0
1990	428,3	314,8	N.C.	743,1	282,3	237,9	87,4	126,1	733,7

Sources : - "Analyses financières - synthèse nationale" - Direction de la Comptabilité Publique
 - "Les collectivités locales en chiffres" - D.G.C.L. - éd. 1981 - Documentation française

A partir de 1987, les chiffres sont des estimations. L'estimation des chiffres de 1989 est basée sur les budgets primitifs.

ANNEXE N° 1b - EVOLUTION DU BUDGET DE L'ETAT

En milliards de Frs

	DEPENSES			RECETTES				
	Dépenses ordinaires	Dépenses en capital	TOTAL	Recettes fiscales (nette)*	Recettes non fiscales	Fonds de concours	Prélèvements	TOTAL
1982	698,9	127,4	826,3	736,1	53,2	27,8	- 79,3	737,8
1983	793,5	125,1	918,6	795,6	57,5	30,7	- 100,6	783,2
1984	845,3	148,0	993,3	854,8	65,3	35,0	- 109,1	846,0
1985	907,8	151,0	1 058,8	915,8	66,6	39,9	- 118,0	904,3
1986	944,6	170,0	1 114,6	978,6	71,6	44,7	- 131,9	963,0
1987	974,8	149,4	1 123,2	1 042,9	75,4	46,0	- 153,4	1 010,9
1988	989,4	164,2	1 153,6	1 099,8	85,0	38,6	- 176,6	1 046,8

* Moins les remboursements et dégrèvements fiscaux

Sources : - "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique
 - "Les collectivités locales en chiffres" - D.G.C.L. - éd. 1991 - Documentation française.

**ANNEXE N° 1d - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES
COLLECTIVITES LOCALES**

	En milliards de Frs			
	1982	1983	1984	1985
Subventions, participations, F.C.T.V.A....	29 280	33 570	38 401	42 104
Emprunts...	50 994	51 770	58 813	57 276
Autres recettes...	17 837	17 910	17 922	23 498
Autofinancement...	34 891	37 991	46 408	54 261
	-----	-----	-----	-----
TOTAL	133 002	161 545	161 545	177 140

Source : "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique.

INVESTISSEMENTS EN BASSE-NORMANDIE	1982			1983			1984			1985		
	Millions de F	1982- 1981 %	base 100: 1982	Millions de F	1983- 1982 %	base 100: 1982	Millions de F	1984- 1983 %	base 100: 1982	Millions de F	1985- 1984 %	base 100: 1982
	Etat*	813,7	-3,5	100	742,0	-8,8	91,1	640,1	-13,7	78,6	686,3	+7,2
Collectivités locales bas-normandes	2 764		100	2 883	+4,3	104,3	3 193	+10,7	115,5	3 443	+7,8	124,5
TOTAL	3 577,7		100	3 625	+1,3	101,3	3 833,1	+5,7	107,1	4 129,3	+7,7	115,4

INVESTISSEMENTS EN BASSE-NORMANDIE	1986			1987			1988		
	Millions de F	1986- 1985 %	base 100: 1982	Millions de F	1987- 1986 %	base 100: 1982	Millions de F	1988- 1987 %	base 100: 1982
	Etat*	684,6	-0,2	84,1	694,1	+1,4	85,3	834,5	+20,2
Collectivités locales bas-normandes	3 775	+9,6	136,5	3 828	+1,4	138,5	4 418	+15,4	159,8
TOTAL	4 495,6	+8,1	125,7	4 522,1	+0,6	126,4	5 252,5	+16,2	146,8

* Source : "LA REGION BASSE-NORMANDIE, financements publics et privés de son développement" - Trésorerie Générale de Région de Basse-Normandie - Février 1987.

En 1982	En 1985	En 1986	En 1988
Collectivités locales B-N/ = 2,2 % Collectivités locales France	Collectivités locales B-N/ = 2,0 % Collectivités locales France	Collectivités locales B-N/ = 2,0 % Collectivités locales France	Collectivités locales B-N/ = 1,7 % Collectivités locales France
Collectivités locales B-N/ = 77,2 % Investissements en B-N	Collectivités locales B-N/ = 83,3 % Investissements en B-N	Collectivités locales B-N/ = 84,0 % Investissements en B-N	Collectivités locales B-N/ = 84,1 % Investissements en B-N
Etat en B-N/ = 0,6 % Etat en France	Etat en B-N/ = 0,4 % Etat en France	Etat en B-N/ = 0,4 % Etat en France	Etat en B-N/ = 0,5 % Etat en France

**ANNEXE N° 3 - EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DES COMMUNES, DEPARTEMENTS, REGIONS
ET GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES TERRITORIALES**

En milliards de Frs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989*	1990*
Communes(1)	65,7	69,5	71,3	80,9	88,4	107,5	119,3	121,2	141,0
Départements	22,3	24,7	27,2	31,6	37,9	46,6	54,1	61,1	70,0
Régions	6,7	8,1	8,8	11,1	13,2	16,0	20,6	26,6	32,5
Groupements (syndicats, districts et com- munautés urbaines)	24,6	26,0	28,4	30,7	33,7	38,1	42,7		

Source : "Collectivités locales en chiffres" - D.G.C.L. - éd. 1991 - Documentation française

* Evolution des budgets primitifs

(1) Commune sans Paris.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Commune de Paris	3,5	3,8	3,9	4,3	4,7				
Région Ile-de-France	2,3	2,6	2,7	2,7	3,2				
Département de Paris	0,035 476	0,055 320	0,049 537	0,131 271	0,682 155				

ANNEXE N° 4a - EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES

	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%
Commune de Paris(1)	3,5	5,0	3,8	5,2	3,9	5,2	4,3	5,0	4,7	5,0
Communes	65,7	95,0	69,5	94,8	71,3	94,8	80,9	95,0	88,4	95,0
dont Communes de Basse-(2) Normandie*	(1,220)	(1,8)	(1,189)	(1,6)	(1,360)	(2,1)	(1,385)	(1,9)	(1,546)	(1,9)
TOTAL	69,2	100	73,3	100	75,2	100	85,2	100	93,1	100

	1987		1988		1989		1990	
	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%
Commune de Paris(1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Communes	107,5	-	119,3	-	121,2	-	141,0	-
dont Communes de Basse-(2) Normandie*	(1,313)	-	(1,727)	-	(1,636)	-	(1,743)	-
TOTAL	-	100	-	100	-	100	-	100

* Sources : - "Les collectivités locales en chiffres" D.G.C.L. - édition 1991 - Documentation française
 - "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique.

* Sans la commune de Paris, les dépenses d'investissement des communes de Basse-Normandie représentent :

1982 :	2,1 %	1985 :	2,0 %	1988 :	1,4 %
1983 :	1,4 %	1986 :	2,1 %	1989 :	1,3 %
1984 :	2,6 %	1987 :	1,2 %	1990 :	1,2 %

des investissements des communes

(1) Les chiffres concernant la commune de Paris au-delà de 1986 sont méconnus

(2) Investissements réels des communes de Basse-Normandie.

ANNEXE N° 4b - VARIATIONS DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES COMMUNES

	1982		1983		1984		1985		1986		1987	
	1982-1981 %	base 100: 1982	1983-1982 %	base 100: 1982	1984-1983 %	base 100: 1982	1985-1984 %	base 100: 1982	1986-1985 %	base 100: 1982	1987-1988 %	base 100: 1982
		100		108,5		111,4		122,8		134,2		121,6
Commune de Paris	+ 29,6	100	+ 8,5	108,5	+ 2,6	111,4	+ 10,2	122,8	+ 9,3	134,2	+ 21,6	163,6
Communes	+ 20,1	100	+ 5,7	105,7	+ 2,52	108,5	+ 13,4	123,1	+ 9,2	134,5		121,6
dont les communes de(1) Basse-Normandie		100	- 2,5	97,5	+ 14,4	111,5	+ 1,3	113,5	+ 11,6	126,7	- 17,7	107,6
												70,7

	1988		1989*		1990*	
	1988-1987 %	base 100: 1982	1989-1988 %	base 100: 1982	1990-1989 %	base 100: 1982
		181,5		184,4		214,6
Commune de Paris	+ 10,9	134,9	+ 1,5	137,1	+ 16,3	159,5
Communes	+ 31,5	141,5	- 5,3	134,1	+ 6,5	93,8
dont les communes de(1) Basse-Normandie		93,0		88,1		

* Evolution des budgets primitifs

(1) Investissements réels des communes de Basse-Normandie.

ANNEXE N° 4c - MODE D'INTERVENTION DES COMMUNES

ENSEMBLE DES COMMUNES	1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988	
	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%
Opérations directes	50,7	77,1	52,6	75,6	52,5	73,7	59,4	73,4	63,5	71,8	68,4	63,6	83,8	70,2
Opérations indirectes	15,0	22,9	16,9	24,4	18,8	26,3	21,5	26,6	24,9	28,2	39,1	36,4	35,5	29,8
TOTAL	65,7	100,0	69,5	100,0	71,3	100,0	80,9	100,0	88,4	100,0	107,5	100,0	119,3	100,0

COMMUNES DE BASSE-NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Opérations directes	1 069 498	75,0	1 028 732	72,3	1 116 613	69,2	1 223 642	72,5	1 363 046	73,3
Opérations indirectes	356 494	25,0	394 169	27,7	495 938	30,8	463 152	27,5	495 876	26,7
TOTAL	1 425 992	100,0	1 422 801	100,0	1 612 551	100,0	1 686 794	100,0	1 858 922	100,0

Sources : - "Les Collectivités locales en chiffres" D.G.C.L. - édition 1991 - Documentation française
 - "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique.

TABEAU N° 4d - MODE D'INTERVENTION DES COMMUNES (VARIATIONS ET BASE 100)

ENSEMBLE DES COMMUNES	1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		
	1982- 1981 %	base 100: 1982	1983- 1982 %	base 100: 1982	1984- 1983 %	base 100: 1982	1985- 1984 %	base 100: 1982	1986- 1985 %	base 100: 1982	1987- 1988 %	base 100: 1982	1988- 1987 %	base 100: 1982	base 100: 1986
Opérations directes	+ 23,5	100	+ 37,5	103,7	- 0,2	103,5	+ 13,1	117,1	+ 6,9	125,2	+ 7,7	134,9	+ 22,5	165,2	131,9
Opérations indirectes	+ 9,5	100	+ 12,6	112,6	+ 11,2	125,3	+ 14,3	143,3	+ 15,8	166,0	+ 57,0	260,6	- 9,2	236,6	147,7
dont remboursement des dettes	(+ 8,3)	(100)	(+ 11,0)	(111,7)	(+ 12,5)	(125,5)	(+ 14,9)	(144,6)	(+ 24,0)	(197,7)	(+ 76,5)	(317,4)	(- 15,1)	(269,5)	(149,8)

Source : "Les collectivités locales en chiffres" D.G.C.L. - édition 1991 - Documentation française.

COMMUNES DE BASSE-NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	1982- 1981 %	base 100: 1982	1983- 1982 %	base 100: 1982	1984- 1983 %	base 100: 1982	1985- 1984 %	base 100: 1982	1986- 1985 %	base 100: 1982
Opérations directes		100	- 3,8	96,1	+ 8,5	104,4	+ 9,5	114,4	+ 11,3	127,4
Opérations indirectes		100	+ 10,5	110,5	+ 25,8	139,1	- 6,6	129,9	+ 7,0	139,0
dont remboursement des dettes		(100)	(+ 13,7)	(113,7)	(+ 7,9)	(122,7)	(+ 19,4)	(146,6)	(+ 3,6)	(151,9)

Source : "Les finances du secteur public local" - Direction de la comptabilité publique.

**ANNEXE N° 4e - EVOLUTION DES SOURCES DE FINANCEMENT DES COMMUNES
(VARIATIONS ET BASE 100)**

ENSEMBLE DES COMMUNES	1982		1983		1984		1985	
	1982- 1981 %	base 100: 1982	1983- 1982 %	base 100: 1982	1984- 1983 %	base 100: 1982	1985- 1984 %	base 100: 1982
	Subventions, participations F.C.T.V.A.	+ 14,5	100	+ 14,7	114,7	+ 15,0	132,0	+ 5,8
Emprunts	+ 30,7	100	- 0,8	99,1	+ 6,7	105,8	- 1,8	103,8
Autres recettes	+ 7,1	100	+ 29,0	129,0	- 4,8	122,8	+ 23,8	152,1
Auto-financement brut	+ 10,1	100	+ 0,1	100,1	+ 24,0	124,1	+ 17,0	145,2

COMMUNES DE BASSE-NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	1982- 1981 %	base 100: 1982	1983- 1982 %	base 100: 1982	1984- 1983 %	base 100: 1982	1985- 1984 %	base 100: 1982	1986- 1985 %	base 100: 1982
	Subventions, participations F.C.T.V.A.		100	+ 16,1	116,1	+ 29,8	150,7	- 12,7	131,5	+ 17,7
Emprunts		100	+ 4,6	104,6	- 1,2	103,3	+ 3,4	106,9	- 0,1	106,7
Autres recettes		100	- 28,1	71,8	+ 32,5	95,1	- 6,8	88,6	+ 15,2	102,2
Auto-financement brut		100	- 3,5	96,4	+ 37,8	132,9	+ 6,5	141,6	+ 27,0	179,9

ANNEXE N° 5a - VARIATIONS DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES DEPARTEMENTS

	1982			1983			1984			1985			1986			1987		
	1982-1981 %	base		1983-1982 %	base		1984-1983 %	base		1985-1984 %	base		1986-1985 %	base		1987-1986 %	base	
		100:	1982		100:	1982		100:	1982		100:	1982		100:	1982		100:	1982
Département de Paris		100		+ 66,6	166,6		- 20	133,3		+ 225	433,3		+ 423,0	2 266,6				
Départements	+ 15,6	100		+ 10,7	110,7	+ 10,2	121,9		+ 15,9	141,7		+ 19,9	169,9					
dont départements de Basse-Normandie		(100)		(+ 22,9)	(122,9)	(+ 1,6)	(125,0)		(+ 21,6)	(152,0)		(+ 17,8)	(179,1)		(+ 4,7)	(187,5)		(104,6)

	1988			1989		
	1988-1987 %	base		1989-1988 %	base	
		100:	1986		100:	1982
Département de Paris						
Départements						
dont départements de Basse-Normandie	(+ 5,5)	(197,9)	(110,4)	(+ 13,7)	(225,0)	(125,5)

ANNEXE N° 5b - MODE D'INTERVENTION DES DEPARTEMENTS

Ensemble des départements

	1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988	
	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%	Milliards de F	%
Opérations directes	11,5	51,6	12,8	51,8	13,5	493,6	16,2	51,3	17,3	45,6	20,9	44,8	24,3	44,9
Opérations indirectes	10,8	48,4	11,9	48,2	13,7	50,4	15,4	48,7	20,6	54,4	25,7	55,2	29,8	55,1
TOTAL	22,3	100	24,7	100	27,2	100	31,6	100	37,9	100	46,6	100	54,1	100

Départements de Basse-Normandie

	1982		1983		1984		1985		1986	
	En milliers de F	%	En milliers de F	%	En milliers de F	%	En milliers de F	%	En milliers de F	%
Opérations directes	234 366	48,3	288 303	48,5	290 184	48,3	371 291	50,8	454 728	52,6
Opérations indirectes	250 466	51,7	305 850	51,5	310 357	51,7	359 440	49,2	409 845	47,4
TOTAL	484 832	100	594 153	100	600 541	100	730 731	100	864 573	100

* Sources : - "Les Collectivités locales en chiffres" D.G.C.L. - édition 1991 - Documentation française
 - "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique.

ANNEXE N° 5d - EVOLUTION DES SOURCES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DES DEPARTEMENTS

ENSEMBLE DES DEPARTEMENTS	1982		1983		1984		1985	
	1982- 1981 %	base 100: 1982	1983- 1982 %	base 100: 1982	1984- 1983 %	base 100: 1982	1985- 1984 %	base 100: 1982
Subventions, participations F.C.T.V.A.	+ 1,8	100	+ 25,3	125,3	+ 27,6	159,9	+ 18,9	190,1
Emprunts	+ 29,6	100	+ 26,5	126,5	+ 10,9	140,3	- 10,7	125,3
Autres recettes	+ 73,7	100	- 29,8	70,1	- 10,6	62,6	+ 23,2	77,2
Auto-financement brut	+ 2,8	100	+ 12,6	112,6	+ 29,8	146,1	+ 14,8	167,8
TOTAL	+ 15,6	100	+ 14,8	114,7	+ 19,7	137,3	+ 6,8	149,0

DEPARTEMENTS DE BASSE-NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	1982- 1981 %	base 100: 1982	1983- 1982 %	base 100: 1982	1984- 1983 %	base 100: 1982	1985- 1984 %	base 100: 1982	1986- 1985 %	base 100: 1982
Subventions, participations F.C.T.V.A.		100	+ 24,0	124,0	+ 69,0	209,7	- 11,5	185,4	+ 22,5	227,2
Emprunts		100	+ 12,6	112,6	- 22,5	87,2	- 15,4	73,7	- 24,2	55,9
Autres recettes		100	+ 182,7	282,7	- 60,8	110,6	+ 78,6	197,6	- 14,9	168,2
Auto-financement brut		100	- 4,7	95,2	+ 32,8	126,5	+ 27,0	160,7	+ 19,1	191,5
TOTAL		100	+ 10,5	110,54	+ 14,9	127,1	+ 11,2	141,4	+ 11,9	158,2

ANNEXE N° 6a - LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES REGIONS

	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Région Ile-de-France	2 364 232	34,9	2 681 651	33,0	2 753 876	31,8	2 774 305	27,2	3 266 775	27,7
Régions	4 409 072	65,1	5 436 580	67,0	5 905 530	68,2	7 414 461	72,8	8 507 791	72,3
dont Basse-Normandie*	(136 569)	(2,0)	(125 868)	(1,6)	(201 509)	(2,3)	(214 389)	(2,1)	(227 173)	(1,9)
TOTAL	6 773 904	100	8 118 231	100	8 659 406	100	10 188 766	100	11 774 566	100

	1987		1988		1989	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Région Ile-de-France	3 672 233	24,7	4 908 222	25,6	6 280 023	25,7
Régions	11 204 585	75,3	14 284 733	74,4	18 170 221	74,3
dont Basse-Normandie*	(281 601)	(1,9)	(363 552)	(1,9)	(822 679)	(3,4)
TOTAL	14 876 818	100	19 192 955	100	24 450 244	100

* Sources : - "Les collectivités locales en chiffres" D.G.C.L. - édition 1991 - Documentation française
 - "Les finances du secteur public local" - Direction de la Comptabilité Publique.

* Sans L'ile-de-france, les dépenses d'investissement de la Région de Basse-Normandie représentent :

1982 : 2,4 % = 17è/21
 1983 : 2,3 % = 19è/21
 1984 : 3,4 % = 15è/21

1985 : 2,9 % = 14è/21
 1986 : 2,7 % = 18è/21
 1987 : 2,5 % = 19è/21

1988 : 2,5 % = 18è/21
 1989 : 4,5 % = 11è/21

des investissements des régions

ANNEXE N° 6b - EVOLUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES REGIONS

	1982		1983		1984		1985		1986		1987	
	1982-1981 %	base 100: 1982	1983-1982 %	base 100: 1982	1984-1983 %	base 100: 1982	1985-1984 %	base 100: 1982	1986-1985 %	base 100: 1982	1987-1986 %	base 100: 1982
Région Ile-de-France	+ 16,0	100	+ 13,4	113,4	+ 2,7	116,5	+ 0,7	117,3	+ 17,8	138,1	+ 12,4	155,2
Régions	+ 32,1	100	+ 23,3	123,3	+ 8,2	133,9	+ 25,6	168,2	+ 14,7	193,0	+ 31,7	254,1
dont Basse-Normandie	(+ 27,9)	(100)	(- 7,8)	(92,2)	(+60,1)	(147,6)	(+ 6,4)	(157,0)	(+ 6,0)	(166,3)	(+ 24,0)	(206,2)
TOTAL	+ 8,3	100	+ 19,8	119,8	+ 6,7	127,8	+ 17,7	150,4	+ 15,6	173,8	+ 26,3	219,6

	1988		1989		1989	
	1988-1987 %	base 100: 1982	base 100: 1986	1989-1988 %	base 100: 1982	base 100: 1986
Région Ile-de-France	+ 33,7	207,6	150,2	+ 27,9		
Régions	+ 27,9	324,0	167,9	+ 27,2		
dont Basse-Normandie	(+ 29,0)	(266,2)	(160,0)	(+126,3)	(602,4)	(362,1)
TOTAL	+ 29,0	283,3	163,0			

ANNEXE N° 6c - MODE D'INTERVENTION DES REGIONS

Ensemble des régions (non compris Ile-de-France)

	1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Opérations directes	134 805	3,1	296 579	5,5	334 733	5,7	677 504	9,1	1 562 980	15,7	2 547 706	22,74	1 562 980	31,2
Opérations indirectes	4 274 267	96,9	5 140 001	94,5	5 137 686	94,3	6 736 957	90,9	8 386 220	84,3	8 656 879	77,3	9 833 255	68,8
TOTAL	4 409 072	100	5 436 580	100	5 772 419	100	7 414 461	100	9 949 220	100	11 204 585	100	14 284 733	100

Basse-Normandie

	1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Opérations directes	1 899	1,4	8 308	6,6	11 640	5,8	28 630	13,4	14 420	6,3	56 652	20,1	141 247	38,9
Opérations indirectes	134 670	98,6	117 568	93,4	183 552	94,2	185 754	85,6	212 753	93,7	224 949	79,9	222 305	61,1
TOTAL	136 659	100	125 868	100	195 192	100	214 389	100	227 173	100	281 601	100	363 552	100

Sources : - "Les finances du secteur public local" - Direction de la comptabilité publique
 - "Les finances régionales - D.G.C.L. (M.E.S.)."

ANNEXE N° 6d - EVOLUTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DES REGIONS

	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Région Ile-de-France	2 406 306	36,0	2 720 589	30,7	2 875 126	29,8	2 891 987	29,1	3 206 040	24,9
Régions	4 284 162	64,0	6 145 595	69,3	6 785 550	70,2	7 052 465	70,9	9 690 180	75,1
dont Basse-Normandie*	(147 965)	(2,2)	(177 231)	(1,9)	(177 477)	(1,8)	(1966 422)	(2,0)	(235 841)	(1,8)
TOTAL	6 690 468	100	8 866 184	100	9 660 676	100	9 944 452	100	12 896 220	100

	1987		1988		1989		1990	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Région Ile-de-France	3 884 717	24,1	4 836 266	25,8	6 640 595	28,2		
Régions	12 206 392	75,9	13 938 437	74,2	16 944 067	71,8		
dont Basse-Normandie*	(283 963)	(1,8)	(354 875)	(1,9)	(745 462)	(3,2)		
TOTAL	16 091 109	100	18 774 703	100	23 584 662	100		

* Sources : - "Les finances du secteur public local : Les REGIONS" - Direction de la comptabilité publique
 - "Les finances régionales" - D.G.C.L. (M.E.S.).

	1982		1983		1984		1985		1986		1987		
	1982-1981 %	base 100	1983-1982 %	base 1982	1984-1983 %	base 1982	1985-1984 %	base 1982	1986-1985 %	base 1982	1987-1988 %	base 1982	base 1986
Région Ile-de-France	+ 22,2	100	+ 13,1	113,1	+ 5,7	119,5	+ 0,6	120,2	+ 10,9	133,2	+ 21,2	161,4	121,2
Régions	+ 27,6	100	+ 43,4	143,4	+ 10,4	158,4	+ 4,0	164,6	+ 37,4	226,2	+ 26,0	285,0	126,0
dont Basse-Normandie	(+ 49,2)	(100)	(+ 19,8)	(119,8)	(0,1)	(119,9)	(+ 10,7)	(132,7)	(+ 20,1)	(159,4)	(+ 20,4)	(191,9)	(120,4)
TOTAL		100											

	1988		1989		1990	
	1988-1987 %	base 1982	1989-1988 %	base 1982	1990-1989 %	base 1982
Région Ile-de-France	+ 24,5	200,1	+ 37,3	276,0		207,1
Régions	+ 14,2	325,3	+ 21,6	395,5		174,9
dont Basse-Normandie	(+ 25,0)	(240,0)	(+ 110,1)	(503,8)		(316,0)
TOTAL						

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
<i>Basse-Normandie</i>									
<i>Régions (sans Ile-de-France)</i>	3,5 %	2,9 %	2,6 %	2,9 %	2,4 %	2,3 %	2,5 %		

ANNEXE N° 6c - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS REGIONAUX

ENSEMBLE DES REGIONS	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Subventions, participations * F.C.T.V.A.	77 590	1,8	221 770	3,7	218 880	3,2	239 810	2,9	541 330	5,6
Emprunts	1 212 310	28,3	2 052 590	34,0	2 034 460	29,3	2 158 590	26,2	2 432 790	25,1
Autres recettes	179 410	4,2	129 600	2,1	108 760	1,7	133 960	1,6	597 670	6,2
Auto-financement brut	2 817 510	65,7	3 869 950	61,2	4 578 370	65,8	5 712 490	69,3	6 118 390	63,1
TOTAL	4 286 820	100	6 052 140	100	6 940 470	100	8 244 850	100	9 690 180	100

ENSEMBLE DES REGIONS	1987		1988		1989		1990	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
Subventions, participations * F.C.T.V.A.	513 111	4,2	897 304	6,4	1 257 736	7,4		
Emprunts	2 629 234	21,5	2 385 212	20,74	3 625 954	21,4		
Autres recettes	1 758 472	14,4	2 595 629	18,6	1 745 241	10,3		
Auto-financement brut	7 305 575	59,9	8 060 292	54,3	10 315 136	60,9		
TOTAL	12 206 392	100	13 938 437	100	16 944 067	100		

BASSE- NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
	Subventions, participations* F.C.T.V.A.	1 050	0,7	3 650	2,1	1 580	0,9	495	0,3	20 075
Emprunts	42 000	28,4	45 100	25,4	30 100	17,0	38 000	19,3	59 000	25,0
Autres recettes	2 097	1,4	5 195	3,0	4 275	2,4	3 255	1,7	5 273	2,2
Auto-financement brut	102 819	69,5	123 607	69,5	141 523	79,7	154 674	78,7	151 193	64,3
TOTAL	147 966	100	177 2312	100	177478	100	196 424	100	235 841	100

BASSE- NORMANDIE	1987		1988		1989		1990	
	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%	Milliers de F	%
	Subventions, participations* F.C.T.V.A.	13 202	5,6	19 365	6,9	87 201	11,7	
Emprunts	10 000	4,2	33 745	12,0	220 000	30,0		
Autres recettes	214 611	91,2	229 481	81,1	438 261	58,3		
Auto-financement brut	237 813	100	282 591	100	745 462	100		
TOTAL								

* (sans D.R.E.S.)

Sources : - "Les finances du secteur public local : Les REGIONS" - Direction de la comptabilité publique
- "Les finances régionales" - D.G.C.L.

**ANNEXE N° 6f - EVOLUTION DES SOURCES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS REGIONAUX
(VARIATION INDICIAIRE)**

ENSEMBLE DES REGIONS	1982		1983		1984		1985		1986		1987		
	1982- 1981 %	base 100	1983- 1982 %	base 1982	1984- 1983 %	base 1982	1985- 1984 %	base 1982	1986- 1985 %	base 1982	1987- 1988 %	base 1982	base 1986
Subventions, participations F.C.T.V.A.	100	100	+ 185,8	285,8	- 1,3	282,1	+ 9,6	309,1	+ 291,9	697,7	- 5,2	661,3	94,7
Emprunts	100	100	+ 69,3	169,3	- 0,9	167,8	+ 6,1	178,1	+ 12,7	201,0	+ 8,1	216,9	108,1
Autres recettes	100	100	- 27,8	72,2	- 16,1	60,6	+ 23,2	74,7	+ 48,7	333,1	+ 194,2	980,1	294,2
Auto-financement brut	100	100	+ 37,4	137,4	+ 18,3	162,5	+ 24,8	202,7	+ 7,1	217,2	+ 19,4	259,3	119,4
TOTAL		100	+ 41,2	141,2	+ 14,7	162,0	+ 18,8	192,3	+ 17,5	226,0	+ 26,0	284,7	126,0

ENSEMBLE DES REGIONS	1988		1989		1989	
	1988- 1987 %	base 1982	1988- 1988 %	base 1982	1989- 1988 %	base 1986
Subventions, participations F.C.T.V.A.	+ 74,9	1 156,5	+ 40,2	1 621,0	+ 232,3	232,3
Emprunts	+ 9,7	238,0	+ 25,7	299,1	149,0	149,0
Autres recettes	+ 47,6	1 447,0	- 32,8	972,8	292,0	292,0
Auto-financement brut	+ 10,3	286,1	+ 28,0	366,1	168,6	168,6
TOTAL	+ 14,2	325,1	+ 21,6	395,3	174,9	174,9

BASSE- NORMANDIE	1982		1983		1984		1985		1986		1987		
	1982- 1981 %	base 100	1983- 1982 %	base 1982	1984- 1983 %	base 1982	1985- 1984 %	base 1982	1986- 1985 %	base 1982	1987- 1988 %	base 1982	
		100		1982		1982		1982		1982		1982	1982
Subventions, participations F.C.T.V.A.		100	+ 247,6	347,6	- 56,7	150,5	- 68,7	47,1	+ 3 955,6	1 912,0	- 34,2	1 257,3	65,8
Emprunts		100	+ 7,3	107,3	- 33,3	71,7	+ 26,2	90,5	+ 55,3	140,5	- 83,1	23,8	16,9
Autres recettes		100	+ 147,7	247,7	- 17,7	203,9	- 23,9	155,2	+ 62,0	251,5			
Auto-financement brut		100	+ 20,2	120,2	+ 14,5	137,6	+ 9,3	150,4	- 2,1	147,3	+ 41,7	208,7	141,7
TOTAL		100	+ 19,8	119,7	+ 0,1	119,9	+ 10,7	132,7	+ 20,1	159,4	+ 0,8	160,7	100,8

BASSE- NORMANDIE	1988		1989		1988		1989	
	1988- 1987 %	base 1982	1989- 1988 %	base 1982	1988- 1988 %	base 1982	1989- 1988 %	base 1982
		1982		1982		1982		1982
Subventions, participations F.C.T.V.A.	+ 46,7	1 844,1	+ 350,3	8 304,9	+ 434,3	+ 350,3	8 304,9	434,3
Emprunts	+ 237,4	80,3	+ 552,0	523,8	372,9	+ 552,0	523,8	372,9
Autres recettes								
Auto-financement brut	+ 7,0	223,2	+ 91,0	426,2	289,3	+ 91,0	426,2	289,3
TOTAL	+ 18,8	191,0	+ 163,8	503,8	316,0	+ 163,8	503,8	316,0

**ANNEXE 7b - REPARTITION, EN %, DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES PAR SECTEUR
D'INTERVENTION EN 1988**
(en I du total)

REGIONS	dont :										AUTRES
	ENSEIGN. FORMATION	FORMATION PROFESS.	CULTURE VIE SOC.	SANTE	INTERVENT. SOCIALES	LOGEMENT	DEVELOPP. URBAIN	DEVELOPP. RURAL	TRANSPORTS TELECOMM.	ACTION ECONOMIQUE	
ALSACE	10,1%	3,2%	13,4%	0,0%	1,3%	1,2%	16,4%	4,7%	24,3%	28,4%	0,2%
AQUITAINE	1,8%	1,7%	6,1%	1,4%	0,0%	1,5%	16,8%	1,5%	33,2%	37,8%	0,0%
AUVERGNE	5,2%	3,7%	7,1%	2,6%	0,5%	7,2%	6,3%	4,9%	36,3%	29,9%	0,0%
BOURGOGNE	5,0%	4,7%	12,9%	1,7%	0,0%	5,8%	0,0%	19,7%	37,9%	16,1%	0,8%
BRETAGNE	4,7%	1,6%	5,1%	0,0%	3,3%	3,5%	5,5%	11,7%	37,5%	27,1%	1,6%
CENTRE	14,1%	6,1%	2,1%	0,0%	0,3%	9,1%	0,0%	10,2%	59,1%	3,9%	1,1%
CHAMPAGNE-ARDENNE	7,8%	4,4%	11,3%	0,0%	3,3%	3,2%	10,0%	6,3%	33,9%	24,3%	0,0%
CORSE	5,9%	0,0%	8,2%	1,0%	0,2%	4,3%	5,0%	19,3%	18,3%	37,9%	0,0%
FRANCHE-COMTE	17,8%	4,6%	9,8%	0,0%	2,2%	3,9%	2,8%	8,6%	21,6%	28,5%	5,2%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	6,1%	4,7%	19,3%	0,0%	0,9%	0,8%	1,8%	21,4%	26,4%	23,3%	0,0%
LIMOUSIN	9,4%	3,2%	7,4%	0,0%	8,2%	5,1%	0,8%	3,5%	31,3%	34,6%	0,0%
LORRAINE	5,4%	2,3%	4,6%	0,0%	0,4%	1,9%	11,6%	3,2%	43,0%	29,9%	0,1%
MIDI-PYRENEES	3,1%	3,1%	3,9%	3,3%	0,0%	5,7%	0,0%	13,5%	21,8%	48,7%	0,0%
NORD-PAS DE CALAIS	8,5%	4,7%	8,8%	6,9%	1,4%	10,1%	9,5%	3,2%	29,1%	17,3%	5,3%
BASSE-NORMANDIE	6,1%	2,9%	12,4%	1,1%	2,2%	1,2%	1,9%	5,9%	27,4%	41,8%	0,0%
HAUTE-NORMANDIE	9,8%	4,0%	9,1%	0,7%	5,1%	1,4%	1,9%	4,5%	40,2%	21,8%	5,6%
PAYS DE LA LOIRE	14,9%	5,5%	9,2%	0,0%	1,2%	2,9%	5,6%	9,5%	30,3%	24,8%	1,5%
PICARDIE	5,5%	4,8%	4,5%	1,8%	2,0%	4,9%	16,7%	7,1%	33,9%	21,9%	1,6%
POITOU-CHARENTES	8,8%	6,3%	9,9%	0,0%	2,9%	1,4%	1,4%	19,0%	34,3%	22,3%	0,0%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	4,8%	2,6%	8,3%	0,0%	2,5%	7,3%	4,0%	34,1%	22,4%	16,8%	0,0%
RHONE-ALPES	5,3%	3,5%	13,2%	2,0%	9,7%	4,6%	6,1%	6,9%	23,9%	24,4%	3,9%
METROPOLE sf ILE DE FRANCE	7,1%	3,6%	8,6%	1,2%	2,5%	4,4%	6,2%	10,9%	31,7%	25,8%	1,4%
ILE DE FRANCE *											
METROPOLE											
GUADELOUPE	5,0%	3,5%	9,1%	3,3%	0,8%	6,0%	20,7%	6,9%	1,8%	46,4%	0,0%
GUYANE	10,8%	2,9%	9,7%	4,0%	5,1%	13,6%	0,0%	2,2%	1,7%	52,8%	0,0%
MARTINIQUE	6,3%	1,2%	10,6%	3,5%	0,0%	7,5%	7,3%	5,6%	22,6%	36,5%	0,0%
REUNION	3,7%	3,7%	9,8%	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	21,7%	11,4%	52,2%	0,0%
R.O.M.	5,8%	2,6%	10,0%	2,6%	0,7%	5,7%	7,5%	10,1%	12,6%	44,9%	0,0%
FRANCE ENTIERE											

* : donnees non disponibles pour la région Ile-de-France

ANNEXE 7c - REPARTITION, EN %, DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES PAR SECTEUR
(en I du total)

REGIONS	dont:										AUTRES
	ENSEIGN. FORMATION	FORMATION PROFESS.	CULTURE VIE SOC.	SANTÉ	INTERVENT. SOCIALES	LOGEMENT	DEVELOPP. URBAIN	DEVELOPP. RURAL	TRANSPORTS TELECOMM.	ACTION ECONOMIQUE	
ALSACE	3,9%	2,3%	14,2%	0,8%	0,2%	0,6%	18,4%	3,7%	27,0%	30,5%	0,5%
AQUITAINE	4,2%	3,6%	2,4%	1,4%	0,0%	1,7%	11,4%	1,5%	38,2%	39,2%	0,0%
AUYERNE	7,6%	5,6%	9,2%	2,8%	1,1%	5,6%	4,9%	4,2%	36,4%	27,4%	0,9%
BOURGOGNE	5,3%	3,0%	8,3%	1,9%	0,0%	4,1%	0,0%	23,5%	43,3%	13,6%	0,0%
BRETAGNE	6,4%	0,9%	3,2%	0,0%	4,6%	2,8%	6,5%	14,7%	37,5%	23,3%	1,1%
CENTRE	12,6%	5,3%	3,5%	0,0%	0,0%	0,0%	9,3%	13,0%	56,6%	3,3%	1,6%
CHAMPAGNE-ARDEENNE	8,5%	5,0%	6,7%	0,0%	1,8%	4,0%	1,4%	14,0%	43,4%	20,2%	0,0%
CORSE	6,2%	0,0%	7,8%	0,7%	0,4%	4,7%	5,0%	25,5%	17,8%	31,9%	0,0%
FRANCHE-COMTE	16,4%	6,7%	8,7%	0,0%	2,5%	2,5%	1,7%	9,5%	21,0%	37,1%	0,5%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	8,4%	7,0%	18,8%	0,0%	0,9%	1,3%	0,7%	22,4%	22,1%	25,4%	0,0%
LIMOUSIN	4,7%	2,4%	10,6%	0,0%	5,3%	5,7%	1,7%	1,5%	27,9%	42,7%	0,0%
LORRAINE	8,0%	5,3%	7,9%	0,0%	2,0%	1,0%	10,9%	3,8%	34,0%	32,0%	0,3%
MIDI-PYRENEES	3,5%	3,4%	5,0%	2,4%	0,0%	5,3%	0,0%	12,7%	23,1%	48,1%	0,0%
NORD-PAS DE CALAIS	5,3%	3,1%	4,5%	3,8%	0,7%	7,2%	6,4%	2,4%	53,4%	12,6%	3,6%
BASSE-NORMANDIE	2,5%	1,3%	2,6%	0,0%	0,5%	0,2%	0,4%	1,8%	80,1%	11,9%	0,0%
HAUTE-NORMANDIE	10,2%	4,1%	7,9%	0,2%	2,8%	3,1%	2,3%	3,1%	48,7%	18,0%	3,6%
PAYS DE LA LOIRE	18,6%	7,2%	7,7%	0,0%	1,5%	3,6%	4,6%	8,6%	38,9%	16,0%	0,5%
PICARDIE	6,8%	4,6%	5,2%	2,0%	1,6%	3,5%	7,7%	16,2%	32,2%	22,8%	2,0%
POITOU-CHARENTES	7,1%	6,2%	7,1%	0,0%	2,1%	1,2%	0,9%	9,2%	56,3%	16,1%	0,0%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	4,1%	2,1%	9,3%	0,0%	3,8%	6,3%	4,9%	35,7%	21,3%	14,5%	0,0%
RHONE-ALPES	5,4%	3,2%	9,1%	1,6%	6,9%	3,9%	6,9%	5,6%	37,2%	19,4%	4,2%
METROPOLE sf ILE DE FRANCE	7,0%	3,8%	7,2%	1,0%	2,1%	3,3%	5,3%	10,7%	60,0%	22,1%	1,2%
ILE DE FRANCE *	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
METROPOLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
GUADELOUPE	7,4%	4,6%	5,8%	2,3%	0,4%	1,4%	18,1%	11,3%	0,1%	53,3%	0,0%
SUYANE	9,8%	2,4%	10,4%	8,7%	4,1%	14,4%	4,6%	5,4%	0,0%	37,9%	4,7%
MARTINIQUE	10,6%	5,0%	10,8%	4,5%	0,0%	9,4%	5,6%	5,5%	27,8%	25,6%	0,0%
REUNION	8,1%	7,4%	6,3%	0,9%	0,0%	1,5%	0,7%	43,9%	1,0%	37,5%	0,0%
R.O.M.	9,4%	5,1%	8,8%	3,7%	0,5%	6,5%	7,3%	14,3%	13,8%	35,2%	0,4%
FRANCE ENTIERE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

* : données non disponibles pour la région Ile-de-France

**ANNEXE N° 8a - CLASSEMENT DES REGIONS
SELON LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DECROISSANTES EN F/HAB. EN 1987**

REGIONS	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT en F/Hab.	DONT	
		SUBVENTIONS VERSEES	EQUIPEMENT BRUT
Auvergne	398,3	197,1	108,6
Ile de France	356,9	244,9	21,5
Limousin	336,9	189,2	115,1
Aquitaine	298,9	176,6	57,4
Poitou-Charentes	280,1	118,0	94,9
Picardie	279,3	111,2	142,4
Franche-Comté	278,8	178,9	56,4
Champagne-Ardenne	271,2	151,2	55,5
Lorraine	259,9	143,8	48,3
Alsace	254,1	142,4	49,8
Rhône-Alpes	242,2	139,7	28,4
Bourgogne	242,1	143,7	26,2
Bretagne	235,3	171,3	30,9
Centre	230,7	124,9	80,0
Nord-Pas-de-Calais	230,5	126,0	71,6
Midi-Pyrénées	217,4	166,5	41,6
Provence-Alpes-Côte- d'Azur	216,9	128,0	54,9
Pays de la Loire	212,2	157,9	28,4
Haute-Normandie	205,8	131,6	41,9
Basse-Normandie	205,0	134,0	41,2
Languedoc-Roussillon	189,7	107,9	47,4

Source : "Les finances régionales" D.G.C.L.

**ANNEXE 8b - CLASSEMENT DES REGIONS
SELON LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DECROISSANTES EN F/HAB. EN 1988**

REGIONS	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT en F/Hab.	DONT	
		SUBVENTIONS VERSEES	EQUIPEMENT BRUT
Ile de France	475,6	262,1	72,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	444,3	142,6	100,3
Centre	393,9	173,8	139,9
Lipmousin	386,3	198,5	170,2
Poitou-Charentes	383,4	118,9	157,7
Bourgogne	364,4	126,2	138,6
Picardie	349,7	131,6	181,5
Champagne-Ardenne	342,3	132,2	121,6
Auvergne	319,2	190,9	90,3
Franche-Comté	309,0	161,9	125,5
Nord-Pas-de-Calais	308,0	110,1	165,2
Languedoc-Roussillon	298,7	164,9	84,5
Alsace	290,0	143,4	36,8
Bretagne	287,5	185,1	51,2
Lorraine	279,8	163,4	64,9
Pays de la Loire	276,4	155,1	82,7
Aquitaine	272,6	177,0	51,1
Basse-Normandie	262,4	142,6	102,0
Haute-Normandie	254,7	124,6	106,1
Midi-Pyrénées	246,9	168,8	60,9
Rhône-Alpes	237,0	138,7	45,1

Source : "Les finances régionales" D.G.C.L.

**ANNEXE N° 8c - CLASSEMENT DES REGIONS
SELON LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DECROISSANTES EN F/HAB. EN 1989**

REGIONS	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT en F/hab.	DONT	
		SUBVENTIONS VERSEES	EQUIPEMENT BRUT
Poitou-Charentes	617,2	165,4	188,2
Basse-Normandie	591,3	438,6	130,0
Ile de France	589,1	287,5	89,3
Champagne-Ardenne	507,1	191,7	108,6
Haute-Normandie	469,6	159,6	233,1
Nord-Pas-de-Calais	447,4	172,5	183,7
Limousin	446,3	197,9	147,1
Aquitaine	432,2	189,4	114,9
Picardie	427,8	173,3	232,7
Auvergne	426,3	217,7	163,0
Languedoc-Roussillon	415,2	214,4	136,4
Bourgogne	395,5	133,9	185,2
Centre	394,2	143,7	225,9
Lorraine	390,3	146,9	165,4
Alsace	364,3	145,5	82,4
Franche-Comté	352,9	130,3	74,7
Pays de la Loire	350,2	178,8	120,6
Bretagne	337,6	188,3	74,1
Rhône-Alpes	319,6	166,7	100,4
Provence-Alpes-Côte- d'Azur	300,9	144,5	123,9
Midi-Pyrénées	280,6	159,3	72,7

Source : "Les finances régionales" D.G.C.L.